



T2137-480-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 480 JEUDI 24 MARS 1983 8,00 F

**HALTE AU RACISME !**



**LE CAPITALISME  
EST SEUL RESPONSABLE  
DE LA CRISE !**

F°P.2520

En cette période de mascarade électorale qui agite plus les politiciens et les syndicats que les travailleurs, les postiers de la Fédération anarchiste, regroupés autour de leur bulletin de liaison : *Gestion directe* vous annoncent la parution de leur numéro 7.

La social-démocratie veut faire taire les travailleurs et les intégrer davantage dans le consensus. Ne nous laissons pas faire. Dans chaque bureau, dans chaque centre, dans chaque agence, notre objectif : un groupe d'entreprise !

*Gestion directe* du mois de mars 83 est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 2 F (n'oubliez pas les frais de port).



Proudhon/Marx  
*Philosophie de la Misère  
Misère de la Philosophie*

La plus célèbre polémique du mouvement social vient enfin d'être éditée en version intégrale par le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste. A ce jour, en effet, aucune édition complète n'avait été réalisée. Prix des trois tomes : 150 F ; chaque : 60 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Pour nous aider à financer cette édition, le poster ci-dessous a été tiré. Prix : 5 F, format : 58 x 45,5.



FEDERATION ANARCHISTE 346, rue Amélot 75011 Paris

COMMUNIQUÉS

Le groupe Albert Camus de Toulouse informe ses sympathisants et toutes les personnes intéressées qu'il tiendra ses permanences dans les locaux du CEAC (Cercle d'études Albert Camus) au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h 30 à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h 30, ceci en plus de la table de presse du dimanche à Saint-Sernin.

Un nouveau groupe s'est constitué à Toulouse - Transit. Son implantation géographique est la moitié nord de la ville. Ses activités actuelles : campagne anti-électorale, lutte anti-nucléaire, campagne contre le protocole d'accord armée-école...

Les personnes intéressées par les activités du groupe Transit peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les émissions du groupe d'Angers de la Fédération anarchiste ont lieu maintenant un jeudi sur deux, au lieu du vendredi, sur Radio-Gribouille (95,15 MHz) à 19 h 30. Prochaine émission : le jeudi 24 mars.

Le groupe Francisco Ferrer de Lorient existe depuis le 2 mars. Il invite tous les sympathisants de la région à se faire connaître. Pour tout contact, écrire au RI qui transmettra.

**JEUDI 7 AVRIL. 18H55.**

**LA FEDERATION ANARCHISTE**

PRESENTERA SES PROPOSITIONS ET DEFENDRA RADIO LIBERTAIRE.

Affiche éditée par le secrétariat aux Relations extérieures. Prix : 2 F l'unité ; 0,50 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

BESANÇON

Le groupe Proudhon de Besançon organise une réunion publique, le mardi 29 mars, à 21 h, salle Battant sur le thème suivant : *Antimilitarisme et régime socialiste*. Avec la participation de membres du journal *Avus de Recherche*.

TOULOUSE

Le groupe Albert Camus de Toulouse organise une réunion-débat, le jeudi 24 mars, à 21 h, dans les locaux du CEAC (1 bis, rue Gramat) sur les thèmes suivants : l'armée et le « nouveau » pouvoir ; les accords Henu/Savary ; l'objection de conscience.

Sommaire

- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En bref
- Editorial
- L'armée à l'école
- Sectes
- PAGE 4 En bref
- Citoyen ou travailleur
- Répression à la SPG
- PAGE 5 CFDT... pas les masques
- PAGE 6 Rapport Legrand
- PAGE 7 Circulaire Dufoix
- PAGE 7 Matérialisme historique
- PAGE 8 Les goulags de la mort
- Polonois : l'oubli
- PAGE 9 Informations internationales
- PAGE 10 La Conférence de Londres
- PAGE 11 Cinéma, Invités de R.-L., Notes de lecture
- PAGE 12 Le PC et les élections
- Racisme

ANTONY

Dans le cadre de la campagne contre le protocole d'accord armée/éducation de MM. Henu et Savary, le groupe Fresnes-Antony de la FA vous convie à un meeting sur ce thème, le mardi 12 avril, à 20 h 30, au cinéma Le Select (salle Dulac), à Antony (m° Antony, ligne de Sceaux).

Permanence des Relations Intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot, Paris-11° (m° République), tél. : 805.34.08.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

- Groupe de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.
- Groupe « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h 30 à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h 30.
- Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.
- Liaison Bas-Rhin : permanence chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg.
- Liaison FA de Guingamp : permanence au local du CES, au centre culturel de Pors Anguen, les deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 21 h.
- Groupe de Noyon : permanence le 1<sup>er</sup> jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
- Groupe Michel Bakounine : permanence tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
- Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.
- Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
- Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
- Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
- Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
- Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
- Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinial c/o BP 7, 80330 Longueue.
- Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
- Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Brunne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
- Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro boucaicat, tous les mercredis de 19 à 20 h.
- Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
- Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
- Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
- Groupe d'Anizy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).
- Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
- Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
- Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
- Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- Groupe Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18<sup>e</sup>.
- Groupe de Beauvais : permanence le 1<sup>er</sup> mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Sote Vauban, 60000 Beauvais.
- Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
- Liaison Bruno : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.
- Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafétéria de l'IUT Carrières sociales, 9, rue Angelier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).
- Liaison de Lyon : permanences les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

le monde libertaire

CHACQUE JEUDI LE POINT DE VUE DES ANARCHISTES SUR L'ACTUALITE.

FEDERATION ANARCHISTE 145 RUE AMELOT 75011

Pour soutenir *Le Monde libertaire* tout en le faisant connaître, le groupe Albert Libertad de la fédération anarchiste vient d'éditer un autocollant (une couleur), disponible à Publico. Prix : 1 F l'unité ; 0,40 F à partir de dix exemplaires.

Manifestation antimilitariste à Amiens

Le groupe d'Amiens de la FA a organisé le samedi 19 mars une manifestation de soutien à Thierry Maricourt, in-soumis à l'armée depuis le 1<sup>er</sup> février.

Une centaine de personnes ont parcouru le centre-ville, avec force drapeaux et banderoles, scandant des slogans antimilitaristes. Le son expliquait à la foule nombreuse massée autour du cortège les raisons de la manifestation. Thierry refuse l'armée et n'accepte pas plus la clandestinité. Il refuse de vivre caché et veut faire face à l'institution.

Le cortège l'a accompagné au commissariat d'Amiens et là, coup de théâtre ou stratégie des autorités, il a été relâché. La lutte ne s'arrête pas là car Thierry compte bien donner une suite à son engagement. Attendons-nous à nous mobiliser pour le soutenir.

Groupe d'Amiens

Rédaction-Administration  
145, rue Amélot Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Érmitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

**Tarifs d'abonnement au « Monde libertaire » jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1983**

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	150 F	150 F	190 F	145 rue Amélot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom : ..... Prénom : .....  
N° : ..... Rue : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
à partir du N° ..... (inclus) Pays : .....  
 Abonnement  Redevance  Abonnement de soutien  
 Cheque postal  Cheque bancaire  Mandat lettre  
Reglement (à joindre au bulletin)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

TARIFS ABONNEMENTS AU 1/4/83 (TVA COMPRISE)

	France	Sous plis fermé	Etranger
13 n°	85 F	95 F	120 F
25 n°	155 F	180 F	230 F
50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F

en bref...en bref...

• Le numéro 3 de *Liberecana ligilo*, organe des espérantistes anarchistes regroupés au sein de la fraction libertaire vient de paraître. Au sommaire : une traduction de l'interview de Maximilien Rubel à Radio-Libertaire, une méditation sur la guerre des Falkland, le combat antinucléaire, etc. En vente à la librairie du Monde libertaire : 4 F.

• A Saint-Etienne, une radio libre, Radio-Dio (90 MHz) ouvre une « tribune des libertaires », tous les vendredis, de 16 h 30 à 17 h 30, sous le titre : « Le rouge et le noir ». Des militants du groupe Makho de la FA y participent régulièrement.

• Le CAM (Comité antimilitariste de la Moselle) vient d'éditionner un autocollant sur le thème : Militaires, non merci ! Prix : 5 F l'unité. Pour le commander : CAM, c/o ASOC, BP 176, 57104 Thionville. Prévoir une enveloppe timbrée pour l'envoi.

• Se plaçant en dehors de tout trust commercial, le cinquième Festival des Grands Chemins aura lieu les 13, 14 et 15 mai 83 à Vinon-sur-Verdon (Var). Au programme : chanson, poésie, peinture, théâtre, etc. Hébergement assuré. Pour plus de renseignements, téléphoner au (92) 78.84.79.

• Amnesty international nous communique le danger que courent les Lybiens vivant à l'étranger, en raison d'une décision officielle prise en Libye d'après laquelle tous les Lybiens considérés comme « hostiles » seraient pourchassés et liquidés. Cette décision du colonel Kadhafi en suit d'autres qui ont déjà fait onze morts entre 1980 et 1982.

• Paul Lambinet, inconnu total au service national depuis 1978, a été arrêté le 5 février 1983. Il a été incarcéré à la prison militaire de Metz, après une vérification d'identité à Vireux, lors d'une manifestation contre la centrale de Chooz. Il a été transféré à Verdun, où il se trouve actuellement. Pour lui écrire : 2° RC, Quartier Maginot, 55108 Verdun Cedex.

• Michel Fache sera appelé au tribunal d'Evreux le jeudi 24 mars, à 14 h, pour objection-insoumission. En effet, Michel est objet d'insoumission depuis le 19 juin 1981. Affaire à suivre... Pour tout contact : (32) 51.07.34.

• Du 17 au 20 juin se dérouleront, au château de Ligourde (dans le 87) les Assises de la défense libre. Ces assises permettront de travailler sur les dernières affaires juridiques (Coral). Participeront à ces assises : E. Bloch, conseiller honoraire de la cour d'appel de Versailles, D. Vermeren, professeur de philosophie, D. Naucadie et F. Joyeux. Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au CAPJ, 15, allée de Beaujeu, 75019 Paris.

• Une coordination nationale s'est créée à Villeurbanne, pour organiser efficacement le refus de la construction du septième sous-marin nucléaire. En effet, cette coordination regroupe qui retirent 3% et plus de leurs impôts et qui redistribuent ces sommes à des projets de paix. Pour les contacter : 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne. Coordination régionale de Paris : 18, rue Victor-Massé, 75009 Paris.

# L'ARMÉE À L'ÉCOLE

F AIRE un article sur l'armée à l'école, bien que le sujet soit d'importance, ne semblait pas de prime abord d'une impérieuse nécessité : on n'avait — heureusement — pas encore vu de militaires dans les écoles primaires ! Puis l'idée fit son chemin et je pensais évidemment aux manuels scolaires, d'histoire en particulier. Ces manuels font la gloire des militaires et des souverains qui firent la guerre : Du Gesclin, Jeanne d'Arc, Bayard, Lyauté, de Gaulle, Louis XIV, Napoléon, etc.

On pourra noter deux choses : premièrement, c'est l'histoire de la France — pas des Français — et les étrangers sont d'affreux barbares qui veulent ruiner, anéantir « le doux pays français », hormis les Romains si disciplinés de Jules César qui vinrent mettre l'Ordre dans une Gaule « désorganisée » (ce qui, historiquement, est totalement faux !). Deuxièmement, un roi comme Louis XI, sous le règne duquel la France ne subit aucune guerre et connut une grande prospérité, est toujours présenté comme un mauvais souverain avare ! Il n'y a jamais d'allusions aux luttes antimitaristes, et un professeur d'histoire d'École normale me dit un jour : « Pour savoir si un livre d'histoire est valable, regarde s'il cite la Commune de Paris » !

On fait ainsi rêver les enfants à ces grands combats militaires, dont on apprend les dates par cœur ; on les fait rêver à ces beaux soldats et à leurs uniformes magnifiques ; à ces jeunes, ces femmes, ces hommes, morts pour la patrie. « Mort aux vaches et aux champ d'honneur » (Benjamin Péret).

On pourrait écrire tout un livre sur ces manuels scolaires, mais, j'oserais dire que cela n'est pas le plus grave. En fait : l'école c'est l'armée.

Comme le bidasse à l'armée, l'enfant à l'école n'a pas droit à la parole. Il n'a droit qu'à l'obéissance, sinon il sera maté. « L'homme qui ne peut qu'obéir est un esclave » (Erich Fromm).

Il y a un parallèle évident entre la hiérarchie militaire et la hiérarchie de l'Éducation nationale. Si le bidasse a affaire au sous-officier, l'enfant a devant lui le Maître, ou la Maîtresse ; le sous-officier a l'officier ; l'instituteur a l'inspecteur, etc. Et le respect est de rigueur pour que tout soit dans l'ordre. « Le désordre, c'est l'ordre moins le pouvoir. » (Léo Ferré).

Il faut voir aussi ces leçons de gymnastique, ces fins de récréation à coups de sifflet et marches au pas pour reconnaître ces « écoles-casernes » !

Le but de l'école obligatoire, laïque, de Jules Ferry — qui sévit toujours, qui a été instituée par la bourgeoisie pour la bourgeoisie — est de « former » les futurs citoyens dans le respect des institutions républicaines : chacun à sa place.

« On plie les enfants à la soumission aveugle, à l'acceptation muette de ce qui est la plus grande des vertus enseignées : l'obéissance. Le plus grand de tous les crimes : désobéir. Un bon écolier, c'est-à-dire plus tard un bon ouvrier, un bon soldat, un bon esclave : l'enseignement de l'école laïque n'aboutit pas à autre chose. » (*Le Libertaire* du 23 avril 1905).

L'école, l'armée, le travail : partout l'obéissance aveugle ! D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si, lorsqu'un instituteur arrive à l'armée pour le service national, on lui « offre » aussitôt la possibilité d'encadrer et de diriger les autres bidasses !

Hernu peut être tranquille : son protocole d'accord avec Savary est en bonne voie : il ne reste qu'à mettre des uniformes (blouses, tabliers, galons...) aux enfants... et aux enseignants !

Jean-Pierre BERRAUD

# Editorial

P OUR des gens sûrs d'eux, présidant aux destinées de la France et prétendant mener nos concitoyens sur les chemins de la prospérité économique et de la justice sociale, cette inévitable troisième dévaluation du franc intervenant en moins de vingt-trois mois prouve, s'il en était encore besoin, que la social-démocratie continue de se faire durement malmener par le monde de la banque et des affaires. Pris dans la tourmente, les Belges, les Irlandais et les Italiens vont devoir, eux aussi, procéder à un réajustement monétaire ; c'est ainsi toute la cohésion de la communauté européenne qui risque d'être remise en question. Les pays riches n'acceptant pas forcément de subvenir aux déficiences économiques des plus faibles, les canards boiteux du miracle économique européen devront dorénavant compter davantage sur leurs propres ressources et ne plus trop espérer en une chimérique solidarité communautaire.

A travers cette nouvelle dévaluation, c'est toute la capacité de l'équipe dirigeante à maîtriser les phénomènes économiques qui est à nouveau remise en question et il se peut fort que ce troisième allègement du franc face au deutch mark sonne le glas de la crédibilité de la coalition socialo-communiste.

En effet, comment pouvoir expliquer à l'électorat de la majorité que seule l'âpreté de la crise économique est responsable du recul de notre monnaie. Au-delà des événements conjoncturels, c'est bien l'impossibilité dramatique de la social-démocratie française à rallier, sur son programme, une certaine partie de la bourgeoisie dont il est question. Ralliement rendu impossible par une certaine forme d'étroitesse de vue qui a fait dire que nous avions la bourgeoisie la plus stupide du monde ! Les socialistes ne peuvent donc compter à l'heure actuelle, à court ou à long terme, sur aucune relance des investissements et par là même sur aucun redémarrage de la machine économique, seul susceptible de calmer et d'endiguer le mécontentement du monde du travail. Bref, le modèle suédois ou allemand est inapplicable dans notre beau pays et c'est bien là toute la difficulté à laquelle sont confrontés messieurs Mauroy et consorts. Car, en dehors de la collaboration de classe et du réformisme à la petite semaine, que peuvent bien nous proposer les meilleurs économistes du PS ?

De plus, si face aux réticences et aux réserves allemandes la France devait sortir du serpent monétaire européen, il est fort vraisemblable que les pouvoirs publics devraient revenir à une certaine forme de protectionnisme dont la classe ouvrière ferait forcément les frais.

Il y a fort que dans les jours à venir, le monde du travail va enfin savoir quel prix il va devoir payer pour que l'équipe d'illusionnistes qui dirige le pays puisse se maintenir au pouvoir. Face à la rigueur, à l'austérité, aux sacrifices que celui-ci va devoir exiger des plus défavorisés, c'est à une riposte de l'ensemble de la classe ouvrière qu'il s'agit d'apporter son soutien. C'est à quoi s'emploient déjà et s'emploieront tous les compagnons anarchistes !

## VOUS AVEZ DIT SECTES ?

L E Monde du 24 février 1983 a publié les neuf propositions de M. Alain Vivien, député PS, chargé d'étudier le problème des sectes en France. Parmi ces propositions, certaines ne manquent pas d'imagination, on pourrait croire entendre parler un anarchiste.

Afin de lutter contre les sectes, M. Vivien propose de développer une « pédagogie des droits de l'homme » afin que enfant ou adolescent scolarisés « puissent avoir les moyens moraux, spirituels et intellectuels de faire des choix avec lucidité et dans une démarche autonome ». Monsieur Vivien signale aussi — quel humaniste ! — qu'il faut « affirmer les droits de l'enfant en tant que personne humaine et ne pas permettre aux parents de se considérer comme propriétaires absolus de leurs enfants... afin de les emmener vivre dans une secte ». Heureusement qu'il le mentionne, car s'il fallait que la Défense et l'Éducation nationale demandent la permission aux parents de tous les petits Français pour les emmener dire bonjour aux charismes militaires, on n'en sortirait plus.

Pour conclure, M. Vivien annonce que les écoles ouvertes par des sectes n'apportent « aucune ouverture vers le pluralisme métaphysique, philosophique ou religieux » dans la mesure où il s'agit d'un « milieu univoque ». Il est évident que les sectes n'ont pas l'objectivité de nos manuels d'histoire, où le nom de Proudhon ne figure que par un pur hasard, ni celle des manuels d'instruction civique qui nous expliquent le fonctionnement de l'État et omettent tout système de société différent. Sans oublier Notre Sainte Mère l'Église ; qui est-elle sinon une secte qui a réussi ? Car le bourrage de crâne effectué dans les sectes est sensiblement le même que celui que nous subissons tous les jours, sur les lieux de travail, dans les écoles et à l'Église, à la seule différence que ce dernier est officiel !

Laurent (groupe de Villejuif)



ertaire

2 F l'unité ;

SE

Camus de e réunion- rs, à 21 h, AC (1 bis, hèmes sui- nouveau » s Hernu/ de cons-

la campa- le d'accord M. Hernu e Fresnes- convie à thème, le h 30, au le Dulac), y, ligne de

Relations medi, de 145, rue n° Répu- 08.

ERTAIRE tration 11 Paris tef. 805 34 08 e Publico

RISE) Etranger 120 F 230 F 420 F

## en bref...en bref...

\* Culture au Quotidien est une nouvelle association (loi 1901) qui a pour but de susciter l'expression culturelle dans les lieux de la vie quotidienne en favorisant l'échange d'idées et de connaissances entre tous ceux qui cohabitent dans ces lieux, quelle que soit leur origine nationale, sociale, ou culturelle. Elle fêtera la création d'un nouveau lieu dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, « La Pommerai », le 24 mars 1983 à 20 h 30, au 66, avenue d'Ivry, tél. 586.67.37. Avec ce jour-là : Vincent Absil, J. Trossat, Claude et Luce, Hedris Londo et d'autres. Participation aux frais : 10 F.

\* Le comité de solidarité avec les inculpés du Coral de Limoux proteste contre la censure dont l'ARPEA (Association régionale pour l'enfance et l'adolescence) et des artistes s'y associant ont fait l'objet. Ainsi, l'ARPEA et des artistes qui devaient exposer en ont été empêché alors qu'il était prévu que cette exposition commence le 5 février 1983. Le motif donné par la MJC de Montréal, dans l'Aude, est que l'ARPEA et ces artistes se sont solidarisés avec Claude Sigala et des lieux de vie. Les pontes de la MJC qui ont décidé cette censure, se sont présentés sur les listes majorité présidentielle. Ainsi, tout se recoupe.

\* Inquiet pour le devenir des lieux de vie, un groupe de travailleurs sociaux de la Seine-Saint-Denis, organisé en comité de soutien, diffuse depuis le 15 février 83 un manifeste par lequel il dénonce la campagne de presse scandaleuse faite contre les lieux de vie, constate les limites des institutions qui se trouvent de plus en plus mis en échec face à certaines situations. Ils appellent les travailleurs du secteur social, du secteur psychiatrique et du secteur scolaire à exprimer leur soutien à l'existence des lieux de vie.

\* Amnesty international nous communique qu'elle a été informée de 193 cas nouveaux d'internement psychiatrique forcé. Ces 193 cas font suite aux 120 autres qui avaient été étudiés de 1969 à 1975, donc 300 de 1969 à nos jours. Amnesty nous signale que ces 193 internements forcé ont été étudiés en détail par elle, ce qui n'avait pu être fait de 1969 à 1975. Malgré les appels venant de psychiatres en URSS ou dans d'autres pays, les cas récents montrent que l'internement psychiatrique continue à être utilisé pour réprimer la critique et les protestations.

\* Robert Loncar, objetteur de conscience, est en prison à Fresnes, sous l'inculpation de refus d'obéissance. Au 1<sup>er</sup> RAMA où il s'est présenté, il a refusé de porter les armes, mais pas l'uniforme. Vu l'impossibilité pour lui de trouver des informations sur le statut d'objetteur, ce fut pour lui une forme de protestation. Il est passé en procès le mardi 22 mars 1983 à 13 h 30, à la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle, au Palais de Justice de Paris (nous n'avons pas, au moment où nous imprimons, le résultat du procès).

**L**A fièvre électorale est passée ; chaque parti politique, de quelque idéologie dont il se réclame, compte les points et fait des déclarations. Les directions des confédérations syndicales françaises ont été assez discrètes dans les médias ; pas de déclarations solennelles à l'électorat ouvrier pour un « véritable changement » ou autre babiole interclassiste. Les prises de positions furent plutôt dans les faits. En effet, dans les mines à Carmaux, comme les travailleurs immigrés à Citroën-Aulnay, des solutions furent miraculeusement trouvées à la veille du premier tour des municipales. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cela n'a pas été d'un poids déterminant dans la balance... Ce n'est qu'au second tour que PS et PC ont réussi à sauver les meubles, tout en abandonnant Paris à Chirac. Voient-ils clairement les choses ou ont-ils encore des illusions ? L'une d'entre elles est de penser que ce sont les travailleurs qui ont assuré la victoire de François Mitterrand le 10 mai 1981. Ces mêmes travailleurs, mécontents de la politique gouvernementale, auraient boudé les urnes, sorte de vote-sanction, un avertissement que d'aucuns auraient reçu 5 sur 5. Un gouvernement de gauche imposant de nouvelles cadences dans la production nationale et imposant l'austérité pour le bien de tous, voilà qui devrait faire réfléchir ce que l'on appelle l'électorat ouvrier.

En fait, on voit une fois de plus que la droite laisse venir la gauche au pouvoir chaque fois qu'elle ne peut plus surmonter la crise économique. Et cela marche avec le mythe éternel de la nation à laquelle il faut tout sacrifier.

Nous exagérons ? Barre lui-même ne disait-il pas sur les ondes, il y a quelque temps, que Delors faisait ce qu'il fallait faire, que lui, sous Giscard, avait essayé, mais, en ce temps-là, les syndicats s'étaient opposés... Le gracieux économiste pense donc que son alter-ego Delors (ex-syndicaliste, ne l'oublions pas !) saura habilement convaincre les « syndicats de gauche » de la nécessité de l'austérité.

De gauche ? Ce terme désigne une position géographique dans l'Assemblée nationale et non pas une structure du mouvement ouvrier. Car le régime parlementaire est l'un des modes d'organisation de la société reposant sur l'idée de nation, d'unité nationale et d'intérêts communs entre les diverses couches de la population. Ce principe ne tient

## CITOYEN OU TRAVAILLEUR ?

donc aucun compte de la division de la société en classes antagoniques : d'une part la bourgeoisie qui exploite le travail salarié et qui possède les moyens de production, d'autre part les travailleurs qui ne vivent que de leur chèque de fin de mois sanctionnant la vente de leur force de travail.

La situation syndicale française est encore (qu'on minimise ce fait ou non, on est obligé de l'admettre) imprégnée de l'indépendance du mouvement syndical. (Dans d'autres pays, comme l'Allemagne ou la Suède, les syndicats sont une sorte de rouage étatique de plus, mais cela débordent du cadre de cet article.)

Dans les statuts des syndicats réformistes actuels, il est encore inscrit, entre autres, que l'on doit se battre pour de meilleures conditions de travail... pas se serrer la ceinture en disant merci ! Ce qui fait que le rôle que les stratèges éclairés de l'économie politique voudraient assigner aux syndicats est encore dur à réaliser. D'où l'instauration d'idées dites nouvelles : le patronat et la droite sont durement touchés depuis le 10 mai 81 ; nous devenons en tant que syndicat une force de proposition et on nous écoute ; la grève et toute action revendicative doivent être pondérées et ne pas se transformer en une arme contre le gouvernement. Pour arriver à ce que le syndicat aide l'action du gouvernement, il faut subtilement mêler les notions de travailleur et de citoyen. Prenons le cas de la CGT qui, au travers de ses militants dans les comités d'entreprise, veut intervenir dans la gestion des entreprises pour stopper le « gâchis patronal ». Il faut que les entreprises françaises soient compétitives pour améliorer la compétitivité nationale. Les patrons (mauvais Français ?...) étant de mauvais gestionnaires, il faut intervenir dans les affaires pour remettre un peu d'ordre.

La grâce gestionnaire semble avoir touché la CGT. Ainsi, dans les entreprises nouvellement nationalisées, on ne parle plus de revendications, mais de rentabilité ! Déclarations pour le moins surprenantes quand il s'agit d'anciens syndicalistes installés fraîchement aux bureaux directeurs. Selon leurs dires, c'est

pour préserver les intérêts des travailleurs. Peut-être sont-ils sincères avec eux-mêmes, mais ils confondent les intérêts des travailleurs avec ceux de l'Etat ; affaire de définition du socialisme.

On a prononcé le mot de « collaboration de classes », est-il outré ? Pas lorsqu'on prend l'exemple de ces pseudo-coopératives où l'ancien directeur et l'ancien délégué syndical marchent la main dans la main pour la bonne marche de l'entreprise...

Si à la CGT on consolide le mythe du capitalisme d'Etat tout en se démarquant habilement du gouvernement, à la CFDT on devance les vœux du PS. Quand Edmond Maire fait des déclarations sur le perron de l'Elysée, agit-il en toute indépendance ou remplit-il habilement son rôle de poisson-pilote de l'Elysée ? Dans les derniers textes de la CFDT, on ne lit plus beaucoup le mot « lutte de classes » ; à croire que depuis le 10 mai un coup de baguette magique a tout effacé... Quant à la CGT-FO, ses positions traditionnelles la font presque apparaître comme le bastion de la défense des intérêts des travailleurs. Nous nous bornerons à dire ici que les discours de Bergeron ne suffisent pas à effacer de nombreuses années de pratique syndicale autour du tapis vert.

Dans ce tableau peu réjouissant d'un syndicalisme apathique, les directions confédérales ont su lâcher la bride sur les revendications des travailleurs immigrés. Histoire de mettre un peu de vernis et de démontrer que la défense des intérêts des travailleurs est toujours à l'ordre du jour !

Bien sûr, il y a loin des cogitations politiques des états-majors syndicaux à la réalité des structures de base syndicales. Mais un mouvement est en marche : intégrer le syndicalisme dans l'Etat, le limiter à une force d'appoint à la politique gouvernementale. Le dire n'est pas nouveau, mais les dernières élections éclairent ce problème d'une façon particulière. On a vu que l'électorat ouvrier a traîné des pieds pour soutenir la gauche. D'autre part, le PC a perdu des plumes dans la bataille. Le problème peut être ainsi posé :

si, au début du siècle, il était déjà faux de dire qu'au moyen des élections on pouvait représenter les intérêts ouvriers, cela l'est encore plus aujourd'hui... Un gouvernement PS/PC appliquant une politique gestionnaire du capitalisme et représentant les intérêts d'une technocratie politique un peu semblable à ce que l'on appelle en URSS la Nomenklatura. En effet, les partis de gauche mettent à la tête d'entreprises nationalisées, de structure bi-partites, des militants new look qui sont là pour veiller à la gestion. Cette nouvelle couche sociale prend le pas sur ce que l'on appelait la « base ouvrière » de la gauche. Ce sont ses intérêts qui sont défendus dans les partis de gauche et, confusément, ceux qui parmi les travailleurs votent à gauche l'ont compris. Et les intérêts objectifs du capitalisme d'Etat sont antagonistes avec ceux des travailleurs... Déviation du socialisme ? Pas vraiment, car sans s'étendre sur le sujet, rappelons par la bonne bouche une résolution du IX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste russe (31 mars 1920) : « Les organisations du parti doivent aider les syndicats et les entreprises à recenser les ouvriers qualifiés, afin de les entraîner vers le travail de production avec autant d'esprit, de suite et de vigueur que lorsqu'il s'agissait des besoins de l'armée ». Production d'abord, comme le disait Marx dans *L'idéologie allemande* !

On voit aujourd'hui que, malgré leurs chamailleries, PC et PS sont d'accord pour renforcer l'appareil d'Etat et tout lui sacrifier.

Nous, anarcho-syndicalistes, voulons dériver l'Etat, ce organisme au service de la bourgeoisie permettant à celle-ci d'exploiter les travailleurs. L'outil reste le même, il ne change pas de fonction en changeant de nom. Constituer un « Etat ouvrier », c'est perpétuer un appareil concentrant les pouvoirs entre ses mains, sur lequel les travailleurs n'ont aucun contrôle. Propager l'idée que le syndicat doit être une organisation qui regroupe une partie d'une classe sociale sur la base du rôle que chaque individu joue dans les rapports sociaux de production est l'une des tâches des anarcho-syndicalistes à quelque confédération qu'ils appartiennent. Le syndicalisme doit, tout en défendant les intérêts des travailleurs, les préparer à une nouvelle société et non pas contribuer à leur exploitation.

Jean-Pierre GERMAIN

## Répression anti-ouvrière à la Société parisienne générale de nettoyage

— Tu es militante syndicaliste à la CFDT, et actuellement tu t'occupes de problèmes dans une entreprise de nettoyage du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris où le droit d'organisation semble être remis en cause. Explique-nous un peu ce qui se passe.

— La SPG, c'est la Société parisienne générale de nettoyage, une boîte qui emploie une cinquantaine de personnes, en grande majorité des travailleurs immigrés, et qui loue de la main-d'œuvre à de grosses sociétés comme EDF, les grands magasins, etc. Les salariés sont payés à l'heure, et le travail est réparti à la « tête du client ». En plus, les contrats sont pour le moins précaires.

— Et il y a eu des tentatives d'organisation des travailleurs ?

— Oui, depuis environ un an, ils ont monté une section CFDT et ils nous ont demandé un coup de main pour se « lancer »...

— Comment a réagi la direction de la SPG ?

— Ça a été rapide ! Le patron a « implanté » une section CSL... C'est un scénario connu... Et pour les vingt-cinq syndiqués à la CFDT, les brigades ont commencé : intimidations, bien sûr, mais surtout réduction au minimum des heures de travail... C'est comme ça qu'un militant CFDT s'est retrouvé avec des journées de trois heures ! Va bouffer avec ça !

— Récemment, il y a eu, en plus, une histoire de délation. Que s'est-il passé ?

— Oui, un employé a été dénoncé pour vol. Il a été arrêté par les gendarmes sur son lieu de travail, en l'occurrence au BHV-Rivoli... Inutile de préciser qu'il est militant CFDT... Les flics lui ont passé les menottes et ont contrôlé son vestiaire, tout ça devant ses collègues de boulot... Ensuite, ils l'ont emmené, toujours attaché, au foyer où il réside, à Aubervilliers. Là, ils ont fouillé sa chambre de fond en comble, et ils en ont profité pour perquisitionner dans les autres chambres du foyer, par conscience professionnelle, sans doute... Ils ont exigé une preuve d'achat pour tous les objets qu'il possédait chez lui... Un flic a même demandé un ticket d'achat pour sa savonnette ! Manque de pot, il l'avait encore... Finalement, au commissariat où ils l'ont emmené, un procès verbal a été signé, comme quoi rien n'avait été trouvé et qu'il était lavé de tout soupçon... Il a porté plainte contre X pour « dénonciation calomnieuse » (les flics ont refusé de dire qui les avait « prévenus ») et contre les gendarmes pour « atteinte à l'honorabilité ». Il faut dire, en plus, que les flics n'avaient absolument aucun mandat pour agir ainsi ! Enfin, le frère de ce travailleur est également employé à la SPG, et c'est le délégué syndical... Alors, là à penser que les flics se sont trompés de personne, il n'y a pas loin... En tout cas, c'est l'avis des militants de la section...

(Propos recueillis par le groupe Libertad)

# CFDT... BAS LES MASQUES !

**E**NLISÉS dans la crise mondiale, les Etats européens sauvegardent leur économie tant bien que mal. Et dans ce climat de marasme, un élément primordial nous interpelle : la crise du mouvement ouvrier.

La crise économique a infligé aux travailleurs de lourdes défaites : les licenciements, l'austérité, le chômage ont atteint par usure leur combativité. De plus, les mutations technologiques ont modifié le tissu social en morcelant la classe ouvrière et en introduisant une partie nouvelle de travailleurs caractérisée soit par ses capacités techniques de production, soit par sa précarité (intérimaires...). Nous assistons de ce fait à la multiplication des séparations catégorielles ou sectorielles, ce qui privilégie le corporatisme et le repli sur soi. Un troisième aspect de cette crise du mouvement ouvrier international réside dans l'effondrement des modèles, des objectifs de transformation de la société. Enfin avec l'intégration des centrales syndicales dans les rouages de l'Etat, tout cela concourt à ce que la crise économique soit vécue comme une fatalité.

Dans ce cadre, l'émergence de Solidarność revêtait une importance particulière. Solidarność insufflait une nouvelle vigueur à un syndicalisme de classe, indépendant de l'Etat et des partis politiques. Un large courant de ce syndicat fonctionnait de manière démocratique, critiquait la bureaucratie (y compris syndicale) et optait pour des moyens et des finalités autogestionnaires. Un débat sur le contrôle ouvrier et l'autogestion pouvait ainsi être favorisé au sein du mouvement ouvrier international et éventuellement le redynamiser.

## CFDT... opportuniste et paradoxes

La CFDT se fit dès lors le meilleur promoteur du syndicat polonais en France. Les différentes actions qu'elle mena en faveur de Solidarność trouvèrent leur conclusion dans une collecte massive rapportant deux cents à trois cents millions d'anciens francs. Selon des Polonais exilés, et membres par ailleurs des comités Solidarité avec Solidarność, cet argent aurait été remis à l'Eglise polonaise et redistribué sans contrôle réel, voire de manière partielle.

Appuyée par Force ouvrière et la CFTC, la direction cégétiste ira plus loin. Rassemblant des exilés membres du syndicat libre polonais, la Coordination Solidarité à Solidarność avait été accueillie bras ouverts par Edmond Maire, qui lui octroya un local dans le siège parisien de sa confédération, rue Montholon. Or, à la suite de dissensions internes les plus radicales et actifs a été calomnié (nous voulons parler de Kowalewski), la Coordination s'est vue contrainte, par la CFDT, de quitter les locaux mis à sa disposition. En même temps, la direction cégétiste prenait position (contrairement à Kowalewski et beaucoup d'autres) pour les forces

les plus à droite, qui prônent en Pologne l'entente avec la junte. Déjà à l'occasion du 10 novembre (date retenue par la direction clandestine de Solidarność pour appeler à la grève), la CFDT ne fit rien pour organiser une manifestation d'envergure à Paris. La centrale mondiale des syndicats catholiques, liée au Vatican, y serait-elle pour quelque chose ?

Le paradoxe de la CFDT réside dans son discours faisant à la fois référence à l'autogestion, à la critique de la bureaucratie et aux « nouvelles » solidarités, et à des pratiques plus que douteuses : outre les ambiguïtés dont elle a fait preuve à l'égard de la Coordination Solidarité avec Solidarność, la CFDT, à l'image de la CGT, n'a pas hésité à exclure des militants et des sections entières jugées « hors ligne » (section BNP de Paris, Usinor-Dunkerque, section PTT du Rhône, etc.).

Edmond Maire donne le plus parfait écho de ce flou entretenu par la direction de sa confédération. Lors de son dernier entretien avec Mitterrand, il prit les précautions d'usage en parlant du SMIC, des 35 h en 1985, des options fermes pour les chômeurs... Mais dans le cadre des « nouvelles solidarités », son dernier cheval de

bataille, il s'empresse d'ajouter que « la rigueur restera ô combien nécessaire », et que « la CFDT s'opposera par avance à toute radicalisation ».

Le discours « real politik » que tient plus que jamais le leader de la CFDT résulte en partie de l'accession au pouvoir de la social-démocratie. Delors aux Finances, Bérégovoy aux Affaires sociales, Auroux au Travail, tous ces ministres sont issus directement de la CFDT. On ne peut décemment tenir le même discours devant un gouvernement de droite et devant ses « frères ». Il faut réajuster le « tir ». Mais on ne peut s'arrêter là ; une telle explication n'en est pas une. C'est en rester à des considérations sentimentales du style : « On ne peut pas faire ça aux copains ! » Il nous faut trouver le fil conducteur de la politique menée par la CFDT car la participation au gouvernement de Delors, Bérégovoy et consorts fait partie d'une stratégie mise au point par l'ensemble de la direction cégétiste. Et c'est à ce niveau qu'intervient la « fautive » théorie institutionnelle de l'entreprise.

## La théorie institutionnelle de l'entreprise

Vers 1936, des juristes et des économistes catholiques se sont

dit que la lutte des classes était dangereuse d'abord pour le système libéral, ensuite pour les valeurs morales chrétiennes. Ils n'en étaient pas moins progressistes et reconnaissaient des droits aux travailleurs : convention collective, comité d'entreprise... Les « droits ouvriers » ainsi reconnus devaient s'accompagner de droits patronaux pour l'organisation économique : le droit de propriété et de commandement, pendant du risque, et le devoir d'assumer le « bien commun » des membres de l'entreprise. L'employeur commande parce qu'il est compétent ; le salarié obéit et jouit en contrepartie de droits qui s'exercent dans le cadre des lois. La grève s'exécute sans violence, sans occupation, sans sabotage.

Le dialogue doit permettre une solution fraternelle aux problèmes du travail, car les hommes sont solidaires...

Cette doctrine chrétienne et libérale, connue sous le nom de « théorie institutionnelle de l'entreprise » fut considérée, surtout après 68, comme une théorie réactionnaire. Mais ce sont ceux — et notamment les bureaucrates CFDT — qui la dénonçaient le plus, une fois au pouvoir, la mettent en pratique. Jean Kaspar, nouveau n° 2 de la CFDT, déclare dans une

interview au *Matin*, le 13 décembre 1982 : « Finissons-en une fois pour toutes avec les schémas du XIX<sup>e</sup> siècle en vertu desquels les patrons ne seraient que des exploités et les syndicats des machines de guerre tournées contre l'entreprise (...). La mise en œuvre du droit d'expression peut libérer un extraordinaire potentiel de productivité, de créativité, qui ne seront pas de trop dans la bataille du redressement économique. »

Auroux est encore plus clair : « L'entreprise constitue une collectivité de travail où des hommes et des femmes sont rassemblés autour d'un projet. Et c'est précisément pour réunifier cette collectivité (...) que depuis un an le gouvernement a promulgué une dizaine de textes, lois ou ordonnances, à partir du rapport que j'avais déposé sur les droits des travailleurs. Une idée fondamentale était à la base de ce rapport : permettre à chaque travailleur d'être un acteur à part entière dans son entreprise et le rendre ainsi capable de faire face aux mutations et aux défis de notre temps, au lieu de les subir. Il s'agissait, au fond, de valoriser l'ensemble des forces vives de notre pays pour qu'elles puissent affronter plus solidairement les incertitudes du futur. Les aspirations des hommes et des femmes de ce pays pourraient en effet laisser craindre que certaines générations n'en viennent, un jour, à un rejet du monde économique si, faute d'un projet suffisamment novateur, elles n'y trouvaient pas un écho satisfaisant à l'évolution des systèmes de valeurs. Ce serait une situation désastreuse pour le pays tout entier... » Le voilà, le socialisme à la mode Auroux : une révolte ou une révolution contre le système économique capitaliste serait « désastreuse pour le pays tout entier » !

Ce type de discours émanant d'un ministre made in CFDT n'est ni surprenant ni nouveau. Qu'on en juge par cette déclaration d'Edmond Maire parue dans *Le Monde* du 6 décembre 1977 : « tout le monde constate la distance croissante entre les jeunes et le travail à cause des rapports hiérarchiques autoritaires et de l'impossibilité de négocier, notamment sur les conditions de travail. Cela peut donner prise à des risques d'aventure, de violence minoritaire, de révolte, que les patrons paieront un jour, ou l'Etat. Pas forcément sous forme d'action de masse, mais par l'absentéisme, voire le sabotage dans les entreprises. »

Après cet examen rapide des principaux fondements et discours idéologiques de ce courant social-chrétien new look issu de la CFDT et qui a investi à la fois le PS et l'actuel gouvernement, il est clair que les travailleurs qui ont voté pour la gauche, s'appuyant sur leurs consignes syndicales et croyant exprimer un vote de classe, ont en réalité voté, en ce qui concerne la question du travail, pour la pire des pratiques : celle de l'hypocrisie des bourgeois qui veut que les ouvriers soient exploités proprement.

Groupe B. Broutchoux de Lille



a siècle, il était  
re qu'au moyen  
pouvait repré-  
s ouvriers, cela  
s aujourd'hui...  
nt PS/PC appli-  
gestionnaire  
et représentant  
ne technocratie  
semblable à ce  
le en URSS la  
En effet, les  
ne mettent à la  
s nationalisées,  
artites, des mili-  
qui sont là pour  
ion. Cette nou-  
elle prend le pas  
appelait la « base  
gauche. Ce sont  
sont défendus  
de gauche et,  
ux qui parmi les  
t à gauche l'ont  
intérêts objectifs  
l'Etat sont anta-  
ux des travail-  
du socialisme ?  
r sans s'entendre  
opelons pour la  
ne résolution du  
Parti commu-  
r 1920) : « Les  
a parti doivent  
ats et les entre-  
s ouvriers qua-  
s entraîner vers  
roduction avec  
de suite et de  
s'qu'il s'agissait  
nnée ». Produc-  
omme le disait  
idéologie alle-

ourd'hui que,  
amailleries, PC  
cord pour ren-  
d'Etat et tout  
o-syndicalistes,  
l'Etat, cet orga-  
le la bourgeoisie  
le-ci d'exploiter  
L'outil reste le  
ge pas de fonc-  
de nom. Cons-  
ouvrier », c'est  
appareil concen-  
entre ses mains,  
availleurs n'ont  
Propager l'idée  
oit être une or-  
groupe une par-  
ciale sur la base  
aque individu  
ports sociaux  
l'une des tâches  
icalistes à quel-  
n qu'ils appar-  
dicalisme doit,  
les intérêts des  
réparer à une  
on pas con-  
loutation.

re GERMAIN

## oyage

été arrêté par  
BHV-Rivoli...  
cs lui ont passé  
nt ses collègues  
aché, au foyer  
ambre de fond  
dans les autres  
ans doute... Ils  
qu'il possédait  
achat pour sa  
ment, au com-  
igné, comme  
t soupçon... Il  
mnieuse » (les  
t contre les  
dire, en plus,  
our agir ainsi !  
é à la SPG, et  
que les flics se  
cas, c'est l'avis

oupe Libertad)

Résumé des épisodes précédents :  
 - M.L. n° 470 : le rapport Legrand est arrivé ;  
 - M.L. n° 471 : oui, c'est bien le rapport Legrand pour un collège démocratique qui doit révolutionner ledit collège ;  
 - M.L. n° 474 : vous avez dit rapport Legrand ? Quel rapport Legrand ?  
 - Aujourd'hui :

## LE RAPPORT LEGRAND

Alain Savary lirait-il *Le Monde libertaire* ? Nous regrettons, dans le ML n° 474 du 10 février 1983, le manque d'informations émanant du ministère quant au rapport Legrand, le refus ministériel quant à des journées de discussion entre professeurs (voire collégiens) au sujet de ce rapport.

Le changement est arrivé : les professeurs vont avoir la permission ministérielle d'en causer (pas de le remettre en question, voyons !). Les collégiens ? Ils seront en récré ou chez eux ! On ne va quand même pas leur demander leur avis ! Ils ne sont même pas électeurs ! Les professeurs plancheront donc sur le rapport revu et corrigé par le ministre : rien de nouveau par rapport à la (non) formation de ces enseignants, par rapport à leurs salaires : le même pour tous (ils font le même nombre d'heures, ont les mêmes enfants) et dans l'affirmative : alignement sur le salaire des PEGC ou des certifiés ? Ou bien on continue de les payer selon leurs diplômes ? Rien de nouveau (à savoir le silence) quant au financement des collèges. Rien de

précis quant au tarissement de l'entrée en LEP. Cela peut-il se faire d'un coup de baguette magique ou « naturellement » comme le dépérississement de l'Etat cher aux marxistes ?

La nouveauté se situe au niveau du tutorat. On se souvient que les collégiens pouvaient choisir leur tuteur. Cela a dû paraître scandaleux et anti-démocratique à Savary : donner un tel choix à des mineurs ! Non, les collégiens ne choisiront pas leur tuteur, mais l'inverse ! Vous vous rendez compte, si un professeur n'avait été choisi par aucun enfant et un autre avait eu des dizaines de suffrages ! Non, il vaut bien mieux que ce soit messieurs et mesdames les professeurs qui choisissent. Tant pis pour les enfants délaissés. Il vaut mieux angosser un adolescent qu'un professeur, quand même !

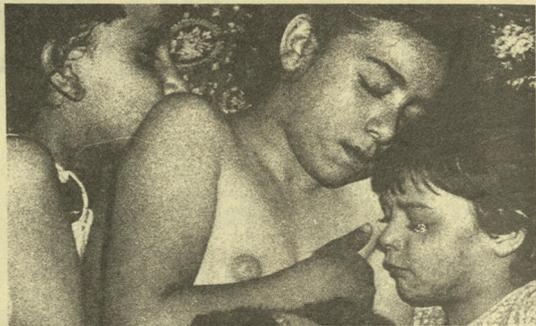
Pendant ce temps, avait lieu dans le primaire et la maternelle une grande « consultation-réflexion sur l'école » avec enseignants, parents, associations, élus, etc., afin de faire le point sur l'école et permettre son ouverture.

Le bruit court parmi certains enseignants, parents, militants PS, que de toute façon la réforme était déjà toute prête et attendait dans un tiroir la fin de cette consultation.

D'ailleurs, comment se passe cette consultation ? Chaque école fait une synthèse de ce qui y a été dit. Une deuxième synthèse se fait au niveau de la circonscription. Une troisième synthèse se fait au niveau académique. Une quatrième synthèse se fait au niveau national. De synthèse en synthèse, que restera-t-il ? Savary a les mains libres et aura l'alibi d'une pseudo-consultation.

Cela ne nous empêche pas dans l'école où nous travaillons, dans l'école que fréquente nos enfants, de participer à ces réunions pour dire ce que nous, anarchistes, voulons et attendons de l'école, sachant que les instituteurs sont durs à remuer, sachant qu'à l'échelon national, ça ne changera rien, mais que peut-être, cela changera l'école de notre quartier, de notre village.

Jean-Pierre BERRAUD



## LA CIRCULAIRE DUFOIX

On le sait, une des vocations de la gauche, depuis 81, mais même avant, c'est la récupération, puis la suppression de certains faits alternatifs. La circulaire Dufoix en est une illustration.

### En route vers l'étatisation des lieux de vie

Tout d'abord, à lire cette circulaire envoyée aux Commissaires de la République et aux DDASS, on croirait que ce sont ces mêmes DDASS qui ont créé les lieux de vie. Ce n'est pas innocent : en « oubliant » qu'ils ont toujours lutté contre l'enfermement et les hôpitaux psychiatriques, on veut faire des lieux de vie de simples institutions spécialisées dans l'accueil d'enfants rejetés par les institutions psychiatriques classiques et dont l'administration dispose à son gré. Ensuite, on lit que madame Dufoix est pressée : oui, elle ne donne que deux mois pour que la régularisation de la situation des lieux de vie soit effective. C'est du rapide... ; autant dire que c'est un ultimatum. Les lieux de vie ont à choisir entre une normalisation forcée ou la fermeture administrative expressément recommandée par la circulaire, contre les récalcitrants.

On profite du fait que Claude Sigala est neutralisé, que l'affaire du Coral crée certains troubles dans les lieux de vie, pour éviter un éventuel mouvement de contestation.

### Votre enfant m'intéresse

Au travers le flicage des lieux de vie, c'est le quadrillage de l'enfance en général qui l'on veut. Les placements en lieux de vie ne seront plus que des placements sous haute surveillance comme toute institution psychiatrique.

Tout d'abord, remise en cause de l'interdiction faite à quiconque d'accueillir des mineurs sans autorisation préalable de l'administration. Si la droite laissait, relativement, faire, les socialistes feront jouer la justice. Les DDASS auront tout pouvoir et les décisions prises par les juges pour enfants devront recevoir leur aval.

Si, avant, les familles étaient prioritaires dans le choix d'un placement pour les enfants, dorénavant c'est terminé : les familles devront n'avoir recours qu'à des accueillants estampillés et justifier d'un « projet pour l'enfant et sa famille » auprès des DDASS.

La circulaire Dufoix empêche tout mineur d'échapper au contrôle de l'Etat ; il devra pouvoir être suivi à la trace, les services placeurs et financeurs devront « être capables de le localiser à tout moment ».

Enfin, « certaines structures non traditionnelles ont cru devoir se dispenser de déclaration administrative prévue à l'article 95 du code de la famille », dit la circulaire. Eh bien, c'est fini : « aucun lieu d'accueil ne saurait déroger cette obligation... », et toc !

### Coucou, c'est la police des mœurs

Pour montrer qu'elle sait faire preuve d'autorité, madame Dufoix prétend soumettre quiconque se mêle d'accueillir des enfants à un devoir de réserve, allant jusqu'à demander de « signaler les contrevenants aux autorités judiciaires, afin que puissent être engagées les poursuites pénales prévues par le code de la famille et de l'aide sociale ».

« Je crois enfin utile de rappeler, dit-elle, que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est clairement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance et de la réglementation qui s'applique aux placements d'enfants ». Ben voyons !

Il est sûr que comme toute circulaire, il n'est pas évident que le texte sera appliqué à la lettre, mais quand même... Il est inquiétant que les maniaques de la répression aient les coudées franches et on peut noter les encouragements à provoquer des poursuites en justice, chasses aux déviants... (Va y avoir des délations et s'il y a eu Krief pour Sigala, qui y aura-t-il pour les autres ?).

### Le charme discret de la normalisation socialiste

Bon, on ne va pas aller jusqu'à dire qu'on a été trahi par ces professionnels de la trahison que sont nos démocrates de l'Etat socialiste (l'erreur est de croire qu'on peut leur faire confiance), mais ça prouve une fois de plus que rien n'est acquis face à l'Etat ; il tente toujours de reprendre ce qu'un jour il a donné ou laissé faire.

Les lieux de vie qui, de par leurs structures, leurs façons de vivre, apparaissent comme des pôles alternatifs, révolutionnaires, ne peuvent pas plaire à l'Etat, qu'il soit de gauche ou de droite. L'Etat ne visera toujours qu'à l'intégration et à la suppression de toute déviance.

Jean-Pierre (groupe de Rouen)



FOIX

puis 81, mais  
pression de  
en est une il-

missaires de  
ces mêmes  
ent : en « ou-  
nt et les hô-  
e simples ins-  
stitutions  
se à son gré.  
elle ne donne  
ion des lieux  
que c'est un  
ormalisation  
mandée par

que l'affaire  
pour éviter

lage de l'en-  
ux de vie ne  
comme tout e  
a quiconque  
de l'adminis-  
listes feront  
les décisions  
al.

voix d'un pla-  
les familles  
és et justifier  
des DDASS.  
er au contrôle  
vices placeurs  
t moment ».  
cru devoir se  
le 95 du code  
« aucun lieu

madame Du-  
des enfants à  
« signaler les  
essent être en-  
la famille et

ologie de pra-  
ou de con-  
notamment le  
avec des mi-  
responsables  
ment un mo-  
sociale ne  
contourner la  
la réglemen-  
oyons !

vident que le  
Il est inquié-  
dées franches  
poursuites en  
ons et s'il y a

liste  
trahi par ces  
de l'Etat so-  
e confiance),  
face à l'Etat ;  
ou laissé faire.  
çons de vivre,  
aires, ne peu-  
uite. L'Etat ne  
de toute dé-  
pe de Rouen)

A l'occasion de ce premier centenaire de la mort de Marx (mars 1883), tout un chacun ne va pas manquer d'y aller de son petit couplet à propos du célèbre barbu londonien, de sa doctrine et de sa nombreuse progéniture spirituelle. Certains — les dignitaires du marxisme et tous les parvenus qui ont blanchi et engraisé sous le harnais de la fidélité servile — feront, cela va sans dire, dans la grande messe traditionaliste avec cantiques, sermons alambiqués en latin, psaumes patinés par l'allégeance inconditionnelle et flonflons. D'autres, en prétendant tirer les leçons du stalinisme, voire du léninisme, officieront dans un style plus dépouillé, à la manière des curés-pataugas. D'autres, enfin, adversaires de classe du mouvement ouvrier, ou ennemis jurés d'un impérialisme à l'odeur forte de totalitarisme et d'intolérable, cracheront à qui mieux-mieux sur la tombe de cette charogne de Herr Doktor, pour tenter une fois encore de transpercer le cœur du monstre avec l'épée de la haine. Bref, qu'il se déroule sous le signe de l'amour-passion, du mariage de raison ou de l'incompatibilité d'humeur, ce centenaire de la mort de Karl Heinrich Marx aura, dans tous les cas de figure, des allures de cérémonie, et rares seront ceux qui, comme nous nous proposons de le faire, chercheront à relativiser l'événement en élevant le débat jusqu'à l'essentiel.

Cela étant, malgré notre souci de passer l'anecdote, certains ne manqueront pas de nous faire le reproche de notre participation au grand cirque de la commémoration. A quoi bon s'interroger sur Marx, ne manqueront-ils pas de dire ! Les faits ne sont-ils pas là, patents, qui exigent qu'on les prenne à bras le corps sans se préoccuper de savoir si l'ancêtre portait ou non l'infamie actuelle en lui ? A quoi bon remuer la poussière et les cadavres ? Et puis d'ailleurs, réfléchir sur Marx et le marxisme a-t-il encore un sens aujourd'hui ? La galaxie Marx n'est-elle pas désormais à l'heure de l'éclatement, de la division et du tohu-bohu des antagonismes et des divergences de toutes sortes ? Le marxisme, comme idéologie dotée de cohérence, est-il encore vivant ? La bête n'est-elle pas déjà morte et en train de se décomposer sous nos yeux ?

La critique du marxisme passe par la critique de Marx

A toutes ces questions, il est aisé de répondre par des faits. Le marxisme, en effet, a beau être éclaté à l'infini des interprétations des textes sacrés, il n'en domine pas moins aujourd'hui plus de la moitié de la planète, directement ou indirectement. Car qu'on ne s'y trompe pas : par-delà les divergences, les différences d'appréciation ou les antagonismes, toutes les parties prenantes du fascisme rouge, y compris les fascistes rouges critiques, constituent une seule et même grande famille : celle des communistes autoritaires, celle de la bourgeoisie rouge, manager du moment ou futur manager du capitalisme d'Etat. D'ailleurs, tous ces braves gens ne se réclament-ils pas tous de Marx et du marxisme ?

Dans ces conditions — qui sont celles de la réalité bien vivante, hélas, du marxisme — la lutte sur le terrain contre l'exploitation et l'oppression mises en œuvre par les nouveaux maîtres de l'empire des tsars et leurs vassaux implique une lutte simultanée au plan idéologique. Et donc, critiquer Marx et sa doctrine, constitue un élément à part entière de cette lutte d'ensemble. Pour peu que l'on démontre une relation de cause à effet entre la méthode d'analyse et l'édifice théorique et conceptuel de l'ancêtre et la réalité grimaçante du totalitarisme d'aujourd'hui. Et cette relation de cause à effet est bien réelle.

Sous le goulag, le matérialisme historique

Au premier abord, il peut sembler outrancier de faire porter le chapeau des goulags à la mode Grand Russe, européenne de l'Est, chinoise, castriste, vietnamienne... à tous ceux qui se réclament du marxisme et de Marx. Les trotskistes, en effet, ont dénoncé avec vigueur le stalinisme et sa logique concentrationnaire

materialisme  
Historique :

L'AME DU  
MARXISME

et totalitaire, dès lors qu'ils ont eu à en souffrir dans leur chair et leur sang. De même, les communistes de conseil à la mode Rosa Luxemburg ou Pannekoek et un certain nombre de marxistes n'ont pas hésité, très tôt, à tirer à boulets rouges sur le stalinisme et également sur le léninisme. Dans ces conditions, on ne peut donc pas rendre responsable d'une réalité donnée ceux qui se sont montrés critiques par rapport à cette réalité. En clair, les staliniens, les trotskistes, les conseillistes, et à plus forte raison Marx lui-même, ce n'est pas bonnet blanc et blanc bonnet.

Cela étant, et c'est là le sens de notre critique générale du marxisme, entre tous ces gens-là il n'y a pas de différence quant au fond. La forme seule diffère.

Pour être tout à fait clair, la base idéologique qui est commune à tous, c'est-à-dire la méthode d'analyse élaborée par Marx, porte le totalitarisme en elle comme la nuée porte l'orage. En d'autres termes, le trotskiste d'un jour n'est rien d'autre que le stalinien de demain, et kif-kif pour le marxiste antiléniniste et antistalinien. L'histoire l'a déjà démontré à maintes reprises. Trotski, par exemple, a été parmi les fusillés de Kronstadt, les fondateurs de la Tcheka, les museurs de l'opposition ouvrière au sein du Parti bolchévique et s'est distingué comme le maître d'œuvre de la militarisation du travail. Sa critique du stalinisme ne date que du moment où il a été évincé du pouvoir et où il a de ce fait été broyé par la machine qu'il avait mise en place. Et sa critique n'est nullement une critique de fond du stalinisme. Le concept trotskiste d'« Etat ouvrier dégénéré » à propos de l'URSS signifiant que le seul changement dans la direction du parti suffisait à remettre le train du léninisme sur les rails. Pas question donc de contester le système socialiste stalinien, son capitalisme d'Etat, sa bourgeoisie rouge, son parti unique... Et c'est du même tabac pour les conseillistes dont on a pu voir, lors de la révolution spartakiste en Allemagne que leurs divergences avec le léninisme n'étaient que d'ordre tactique.

Bref, différents, les divers courants composant le marxisme le sont, c'est sûr. Mais par-delà leurs différences, ils ont un tronc commun et une base commune qui portent en eux la logique totalitaire qui sévit présentement en URSS, en Chine, à Cuba ou ailleurs. En ce sens, on peut dire que sous le goulag, il y a Marx et sa méthode d'analyse : le matérialisme historique.

Le poids des mots, le choc des images  
Marx, comme économiste ou comme po-

litique, fut un homme finalement très ordinaire. Un homme de son siècle semblable, à un poil près, à bien d'autres. Son originalité profonde, en fait, se trouve ailleurs : dans la méthode d'analyse des sociétés humaines qu'il a élaborée, pour être tout à fait précis.

Cette méthode d'analyse à prétention scientifique lui a servi à analyser la société de son temps. Elle porte le nom de matérialisme dialectique. Et c'est cette méthode d'analyse qui, projetée dans le champ de l'histoire, a donné le matérialisme historique.

Le matérialisme dialectique, comme toute méthode d'analyse, s'appuie sur un certain nombre de postulats. Tout d'abord, il affirme que c'est la manière d'être sociale — la réalité sociale, si vous préférez — qui détermine la conscience, et non l'inverse ! Le matérialisme dialectique, on le voit, est donc un matérialisme, c'est-à-dire l'opposé d'un idéalisme. Ensuite, le matérialisme dialectique va distinguer entre l'infrastructure économique et les superstructures, en postulant qu'il y a entre elles un rapport dialectique. Mais un rapport dialectique sur la base de la prééminence de l'infrastructure. Pour le matérialisme dialectique, en effet, le fait premier est l'état des forces productives (état de la technique, des moyens de production...) et la croissance permanente de ces forces productives ; cette croissance s'expliquant par le « fait » (fait entre guillemets, nous y reviendrons) que les sociétés humaines, depuis l'aube des temps, sont en situation de pénurie et que la technique seule leur permet de tendre vers la domestication de la nature et la satisfaction des besoins élémentaires. Sur cette base de la croissance permanente de forces productives, le matérialisme dialectique analyse donc l'histoire des contradictions entre l'état des forces productives et les rapports de production (rapport de propriété et de distribution). En clair, le matérialisme dialectique démontre que dans le cadre de la croissance permanente des forces productives, celles-ci, à certains moments de l'histoire, étouffent dans le carcan des rapports de production. On se trouve à ces instants en face d'une contradiction entre la réalité d'une part d'un pouvoir économique qui préfigure l'avenir (tel était le cas de la bourgeoisie en 1789) et d'autre part d'un pouvoir politique qui n'est pas adapté, car il est l'image du passé (tel était, toujours en 1789, le cas de la royauté et de la noblesse). Dans ces conditions, quand la contradiction est trop forte, il y a cassure (révolution) et adaptation du pouvoir politique à la réalité des forces productives.

Sur cette base, le matérialisme dialectique appliqué à l'histoire a donné ce que Marx lui-même a appelé le matérialisme historique. C'est-à-dire une vision bien particulière de l'histoire passée de l'humanité, présente et à venir. Le matérialisme historique, en effet, ne prétend pas seulement penser la société de son temps (le XIX<sup>e</sup> siècle pour Marx) ; son ambition est autre. Il affirme carrément penser l'histoire, de manière scientifique, et donc avoir déouvert le sens de l'histoire.

Comme on le voit, le schéma est séduisant. Une méthode d'analyse générale permettant de penser l'ensemble de la réalité économique, politique, sociale... sur la base d'une prééminence, même dialectique, de l'économique. Une méthode d'analyse permettant de penser le passé, le présent et l'avenir, et donc l'histoire... Tous les besogneux de l'intelligence en sont restés coi d'admiration. Les images simples, surtout quand elles se parent de l'épithète scientifique, ça a toujours frappé les esprits simples. Hélas, trois fois hélas, il ne suffit pas de se proclamer scientifique pour l'être !

Tire la bobinette, la chevillette cherra

Le matérialisme dialectique et historique n'a en effet de scientifique que le nom. Pire, tous ses postulats sont faux. L'anthropologie (lire à cet effet les livres de Pierre Clastres et de Marshall Sahlins) démontre avec brio que le fait économique n'est nullement central dans les sociétés primitives, que, dans les sociétés primitives, les forces productives n'ont nullement tendance à se développer sans cesse pour faire face à la pénurie (Sahlins va même jusqu'à parler de société d'abondance à leurs propos) et que, toujours dans les sociétés primitives, c'est l'apparition de l'Etat qui enclenche un processus d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. Dans ces conditions, si l'économique n'est qu'un élément d'explication parmi d'autres d'une réalité sociale donnée, si les forces productives ne croissent pas naturellement et si l'apparition de l'Etat (voir les définitions que donne Clastres de l'Etat dans *La Société contre l'Etat*) est l'amorce d'une dynamique de lutte de classes, l'anthropologie marxiste s'écroule complètement. Sa prétention à avoir découvert le sens de l'histoire se réduit à néant. Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique sont renvoyés à la poubelle grouillante des hypothèses du moment. Le marxisme et son caractère prétendument scientifique perdent toute leur crédibilité.

Après la critique du stalinisme et celle du léninisme, la critique du marxisme comme méthode d'analyse est donc la première étape de la mise à nu de l'imposture du communisme autoritaire. C'est une étape qui est actuellement à l'ordre du jour grâce à la recherche anthropologique actuelle et qu'il nous faut mener à son terme pour extirper à jamais les racines de l'intolérable qui sévit présentement au royaume du capitalisme d'Etat. Car le fascisme rouge, avec ses sanguinaires bouffons staliniens et ses sanguinaires adjutants léninistes, s'ancre avant tout dans une philosophie et une méthode d'analyse. Une philosophie et une méthode d'analyse qui privilégient l'économique, qui prétendent connaître le sens de l'histoire et qui évacuent le politique, le social et l'Etat. Une philosophie et une méthode d'analyse qui portent en elles l'étatisation de la société, le capitalisme d'Etat et la dictature d'une minorité de pseudo-détenteurs de la science.

Qu'on ne s'y trompe donc pas, si Marx est une charogne qui pourrit depuis un siècle, son âme reste encore bien vivante et hante les derniers carrés de staliniens, les bataillons tristes du léninisme, les régiments pête-sec du marxisme antistalinien et antiléniniste et les cohortes innombrables des insignifiants sous influence. Et c'est cette âme qu'il nous faut envoyer une bonne fois pour toutes rejoindre Dieu et le Diable dans la poubelle de l'histoire pour que le chemin de la révolution sociale soit enfin libre de toute hypothèque.

Jean-Marc RAYNAUD



**S** Cette page du *Monde libertaire* contient traditionnellement des informations sur les activités de nos compagnons à l'étranger, sans doute serait-il bon de ne pas négliger les prises de position et les réflexions de ces mêmes compagnons, tant il est vrai que ces recherches conditionnent leur action quotidienne. C'est ce que nous allons faire cette semaine en publiant une étude de nos compagnons suisses : C. Berger et D. Balestra. Cette étude — qui volontairement n'aborde pas les rapports entre l'anarchisme et le mouvement ouvrier (mieux connus) — examine une conception de l'anarchisme qui tient beaucoup des sciences humaines. Cet article, dans la lignée de *L'entraide* de Kropotkine, sera nous l'espérons, suivi d'autres, qui exposeront certainement l'importance de notre action éducative.

Depuis que des efforts ont été tentés pour la libération de l'humanité de la servitude spirituelle et physique, pour apporter un changement social, pour ériger une société sans guerre, sans injustice et sans oppression, le penseur libertaire se trouve confronté au problème suivant : comment communiquer son savoir à d'autres gens ?

De tout temps, la réaction s'est efforcée d'étouffer chaque pousse libertaire. Elle ne recule devant aucun moyen : violence brutale, homicide, tutelle permanente et totale de l'individu sont à l'ordre du jour pour maintenir les conditions sociales actuelles.

Il est évident que nous, les anarchistes — en tant qu'ennemis les plus ardents de l'Etat — sommes sans cesse perturbés ou empêchés dans nos activités, première raison de nos difficultés à gagner plus d'adeptes à nos idées. D'autre part, même si nous pouvons nous exprimer librement, nous avons grand-peine à nous faire comprendre. On nous traite souvent d'utopistes. Notre tradition se fonde sur le travail de nombreux grands penseurs. Beaucoup d'entre eux se sont engagés toute une vie pour une société libertaire. Il est primordial de connaître leur œuvre pour approfondir notre point de vue. En plus, il est tout aussi important d'inclure dans cette étude les connaissances modernes. Ce que les anarchistes ont senti depuis longtemps est aujourd'hui vérifié et prouvé scientifiquement : l'homme est un être social et paisible de par sa nature ; la vie en liberté sur une base d'égalité et d'entraide correspond à sa nature.

Le principe autoritaire, la guerre, l'exploitation de l'homme par l'homme, bref les conditions misérables actuelles, ne sont point le produit d'une méchanceté héréditaire, mais sont maintenues artificiellement par la violence brutale au profit d'une minorité.

Dans notre siècle, la psychologie moderne, l'anthropologie, l'ethnologie ont acquis des connaissances sur l'être humain qui — si elles étaient diffusées — apporteraient un grand bouleversement.

Nous — les auteurs — ne travaillons pas en France ; nous venons de la région allemandique. Nous traitons depuis quelques années la question suivante : pourquoi est-il si difficile de communiquer à l'homme des idées utiles à sa libération et à l'amélioration de sa vie ? Comment pourrait-on mieux expliquer et diffuser les idées anarchistes ?

Notre étude a pour but de démontrer l'étroit rapport existant entre l'anarchisme et les progrès de la science moderne. Pour progresser dans la compréhension des questions humaines et sociales, il est important de connaître la réalité et de l'interpréter justement. Ceci est possible

grâce à l'aide de la connaissance des sciences modernes. Nous devrions continuer l'œuvre des penseurs anarchistes, tel Kropotkine, qui ont commencé à vérifier les théories sociales et à étudier les institutions passées et présentes en utilisant la méthode scientifique.

« L'anarchie est une conception de l'univers basée sur une interprétation mécanique des phénomènes, qui embrasse toute la nature, y compris la vie des sociétés. Sa méthode est celle des sciences naturelles ; et par cette méthode, toute conclusion scientifique doit être vérifiée. Sa tendance, c'est de fonder une philosophie synthétique qui comprendrait tous les faits de la Nature — y compris la vie des sociétés humaines et leurs problèmes économiques, politiques et moraux. » (Pierre Kropotkine, *La Science moderne et l'anarchie*, Paris, 1913).

Les racines de l'anarchisme sont dans la philosophie naturaliste du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'anarchisme est le résultat inévitable du mouvement intellectuel dans les sciences naturelles qui commença vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Quand Kropotkine écrivait la pensée mentionnée ci-dessus, on n'avait pas encore les connaissances étendues qu'on a aujourd'hui sur la nature de l'être humain et son psychisme. Kropotkine prévoyait déjà qu'un jour l'homme serait dans son tout exploré, ce qui aurait pour résultat la confirmation des théories anarchistes...

Or, quelle est la situation à l'heure actuelle, soixante-dix ans plus tard ? Qu'avons-nous aujourd'hui comme savoir vérifié sur la nature de l'être humain ? Sans cette réponse et sa comparaison avec notre point de vue, en théorie et en pratique, nous risquons de quitter la voie matérialiste comme nous le révèle le cours de l'histoire à maintes reprises.

Nous avons parlé de la science exacte. Pour comprendre ce qu'il faut entendre par cela, nous aborderons d'abord brièvement l'histoire et la méthode de la science exacte.

De tous temps, deux courants se sont trouvés en lutte au sein des sociétés humanitaires : l'idéalisme et le matérialisme. L'idéalisme place l'esprit au-dessus de tout. Il voit l'être humain comme création d'un pouvoir suprême qui n'est donc jamais entièrement explicable et saisissable. Les conditions en ce monde seraient voulues par Dieu et par conséquent immuables. L'homme ne peut pas les influencer.

La science est le produit du matérialisme, c'est-à-dire du principe qu'il n'existe rien d'autre que la matière dont est issue toute vie. Par conséquent, la nature suppose que l'homme est explorable. Le sort de l'homme ne dépend pas du

Très-Haut, il repose en ses propres mains. Plus il sait sur la nature, étant lui-même inclus dedans, moins il doit se sentir livré à des puissances extérieures. Il devient libre et indépendant (voir Feuerbach, *Cours sur la religion*). Le but de la science est d'explorer la nature, y compris l'homme comme produit de celle-ci, d'atteindre des résultats vérifiés pour améliorer la vie et la condition de l'homme. La science se sert de la méthode inductive/déductive, comme Kropotkine la décrit si bien dans le livre : *La Science moderne et l'anarchie*.

L'Etat et l'Eglise sont des produits de l'idéalisme, de l'image religieuse de l'homme. Ils justifient la nécessité d'une autorité sur terre par l'autorité de leur Dieu et par la prétendue méchanceté de l'homme. Pour leur existence, l'Etat et l'Eglise ont besoin d'hommes croyants, ignorants, obéissants. Pour rendre l'homme capable d'accepter l'injustice, ils lui inculquent pour principe que les conditions doivent être telles quelles parce que Dieu le veut. Pleinement conscients que plus grande sera la connaissance de l'homme sur la nature, sur lui-même, moins grande sera sa dépendance, l'Etat et l'Eglise ont toujours tenté d'empêcher la diffusion des connaissances scientifiques. Seulement, quand ça n'a plus été possible de faire autrement, ils les ont admises.

Ce serait une erreur de penser que les universités sont un lieu d'exploration scientifique. Les grandes et importantes découvertes scientifiques ne se sont jamais effectuées à l'université. Rappelons-nous : Galilée risqua sa vie pour ses découvertes ; Giordano Bruno et Michel Servet furent brûlés pour leurs études scientifiques ; les premiers médecins furent obligés d'exhumer et de disséquer les cadavres la nuit clandestinement, au péril de leur vie. Ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres.

Les encyclopédistes (Helvétius, de Holbach, Diderot, etc.) propageant la conception matérialiste et reconnaissant la grande importance de l'éducation (« l'éducation peut tout », Helvétius) étaient obligés de publier leurs œuvres sous le couvert de noms d'auteurs déjà décédés pour échapper à l'Inquisition. Darwin fut conspué et ridiculisé pour sa théorie sur l'évolution, surtout du côté du clergé. Aujourd'hui, même le Vatican doit, pour ne pas se ridiculiser à son tour, reconnaître les théories de Darwin.

Laissons parler Kropotkine : « Darwin démontrait que l'homme tirait ses origines d'une espèce d'animaux semblables aux singes ; que l'« esprit immortel » et l'« âme morale » de l'homme s'étaient développés de la même façon que l'esprit et les coutumes sociales d'un

chimpanzé ou d'une fourmi. On sait quels tonnerres furent lancés par les dieux sur la tête de Darwin et surtout sur celle de son courageux, savant et intelligent apôtre Huxley, parce qu'il soulignait celles des conclusions du darwinisme qui épouvaient le plus les prêtres de toutes les religions. La lutte fut terrible ; mais les darwinistes en sortirent vainqueurs. Et depuis, tout une nouvelle science — la biologie — la science de la vie dans toutes ses manifestations, a grandi sous nos yeux. » (*La Science moderne et l'anarchie*).

De même Sigmund Freud, essayant de soustraire à l'emprise de la théologie le psychisme et la sexualité de l'homme, s'est fait insulter honteusement. Toute la société bourgeoise de la Vienne catholique lui tourna le dos, scandalisée. Pendant des années, il fut complètement isolé. Bien qu'il n'ait jamais dépassé ses origines bourgeoises en ce qui concernait ses opinions politiques, il a, grâce à sa découverte de l'inconscient, grandement contribué à l'exploration scientifique de la nature humaine. Depuis, s'est développé le joyau des sciences naturelles : la psychologie.

Pour Francisco Ferrer, la répression de l'Eglise et de l'Etat fut encore pire. Il perdit la vie. Sur la base de sa conception matérialiste et des connaissances scientifiques de son temps, il tira la conclusion logique que la personnalité et la conception du monde de l'individu se forment dans son enfance et que, par conséquent, l'éducation est la clef de tout changement fondamental. Ainsi reconnait-il les conséquences dangereuses de l'éducation religieuse et autoritaire (connaissance confirmées par la psychologie moderne). Il fonda l'école libre et expérimenta l'éducation rationnelle avec beaucoup de succès. Ses connaissances et son œuvre furent si dangereuses pour la classe dirigeante qu'il les paya de sa vie. Jusqu'à ce jour, l'Etat et l'Eglise essaient d'étouffer le savoir sur l'éducation, étant bien conscients que le sujet se façonne déjà dans sa première enfance.

C.B. — D.B.

(1) Aux éditions de l'Entraide. En vente à la librairie du Monde libertaire : 35 F.

Le CIRA, le CARG, l'équipe du Réveil anarchiste organisent le samedi 26 mars, à 20 h, un rencontre-débat sur la situation en Pologne et en URSS. Avec la participation de Roger Noël et d'Alexandre Skirda, à la petite salle du Faubourg, rue des Terraux-du-Temple, à Genève.

## Première Internationale : la conférence de Londres et le congrès de Sonvilier

En prélude à la scission de 1872, la conférence tenue à Londres au mois de septembre 1871, fut l'événement décisif qui devait précipiter les événements et faire que libertaires et autoritaires allaient désormais s'affronter ouvertement au sein de la Première Internationale. Utilisant l'intrigue, le sarcasme et la calomnie, Marx, au fil des ans, renforça considérablement son influence au sein du Conseil général. Manipulant celui-ci, il décida d'imposer définitivement ses vues et de faire de ce dernier l'organe décisionnel devant régner sur toutes les sections. Le Conseil général décida donc pour l'année 1871, bien que les statuts ne le prévoient pas, de remplacer le congrès par une conférence. En l'absence de compétence et de représentativité bien définies, la Conférence de Londres (17-23 septembre 1871) apparaît comme — et est de fait — un abus du Conseil général : des résolutions vont être adoptées qui reflètent plus les intérêts de celui-ci que la libre détermination des sections. En face de treize membres du Conseil, les sections ne sont représentées que par neuf membres : Outine et Perret représentent en tout et pour tout la Suisse... A l'ordre du jour, le projet d'une rédaction définitive des statuts de l'AIT dont les diverses traductions en langue étrangère sont autant de variantes peu concordantes. Marx et Engels profitent de l'occasion pour prétendre que les statuts originaux de 1864 impliquent l'action politique et la conquête du pouvoir. A une minorité de délégués de sections qui contestent à la Conférence le droit de trancher sur cette question, s'oppose une majorité qui, sur proposition d'Outine et Perret, vote la résolution de confier au Conseil général le soin de rédiger les nouveaux statuts...

C'est finalement Marx, Jung et Serrailier qui seront désignés pour rédiger, après la Conférence, résolutions et statuts. La conférence s'appropriait ainsi la force d'un congrès, par une offensive directe contre les tendances bakouninistes, ce que traduisent ses résolutions en matière d'action politique de la classe ouvrière, ou relatives à l'Alliance de la démocratie socialiste ou au différend entre les deux Fédérations de Suisse romande. Enfin, le Conseil général pouvait désormais suspendre des fédérations.

Le 12 novembre 1871, à Sonvilier, le congrès annuel des sections jurassiennes contre-attaque. Sa convocation contient deux constats : d'un côté l'impossibilité de tenir un Congrès général pour résoudre le conflit romand ; « d'un autre côté la Conférence de Londres, tenue secrète pour nous et convoquée par le Conseil général a pris des allures dictatoriales en lançant des décrets, ce qui est contraire aux principes fondamentaux de l'Internationale ». Le congrès adopte alors la circulaire (dont on lira ci-dessous de larges extraits) rédigée par Guillaume, ou l'on reconnaît avoir eu un excès de confiance dans le Conseil général, notamment à Bâle :

### CIRCULAIRE DU CONGRÈS DE SONVILIER (Circulaire à toutes les fédérations de l'AIT)

Les délégués soussignés, représentant un groupe de sections de l'Internationale qui vient de se constituer sous le nom de Fédération jurassienne, s'adressent, par la présente circulaire, à toutes les fédérations de l'Association internationale des travailleurs et leur demandent de se joindre à elle pour provoquer la convocation, à bref délai, d'un congrès général.

Nous allons exposer en peu de mots quelles sont les raisons qui nous font réclamer cette mesure, absolument nécessaire pour empêcher notre grande Association d'être entraînée, à son insu, sur une pente funeste, au bout de laquelle elle trouverait la dissolution.

Lors de la création de l'Association internationale des travailleurs, il fut institué un Conseil général qui devait, aux termes des statuts, servir de bureau central de correspondance entre les sections, mais auquel ne fut déléguée absolument aucune autorité, ce qui eût d'ailleurs été contraire à l'essence même de l'Internationale, qui n'est qu'une immense protestation contre l'autorité.

(...) Le Conseil général fut placé pour la première année à Londres, pour plusieurs motifs : c'était d'un meeting tenu à Londres qu'était sortie l'idée première de l'Internationale ; puis Londres offrait plus de sécurité que les autres villes d'Europe, sous le rapport des garanties individuelles.

Dans les congrès subséquents de l'Internationale, à Lausanne (1867) et à Bruxelles (1868), le Conseil général fut confirmé à Londres. Quant à sa composition, tous ceux qui ont assisté aux congrès généraux savent comment la chose se passait : on votait de confiance les listes qui étaient présentées au congrès, et qui portaient en majorité des noms absolument inconnus aux délégués. La confiance allait si loin que la faculté était même laissée au Conseil général de s'adjoindre qui bon lui semblerait ; et, par cette disposition des statuts, la nomination du Conseil général par le congrès devenait illusoire. En effet, le Conseil pouvait, après coup, s'adjoindre tout un personnel qui en aurait modifié complètement la majorité et les tendances.

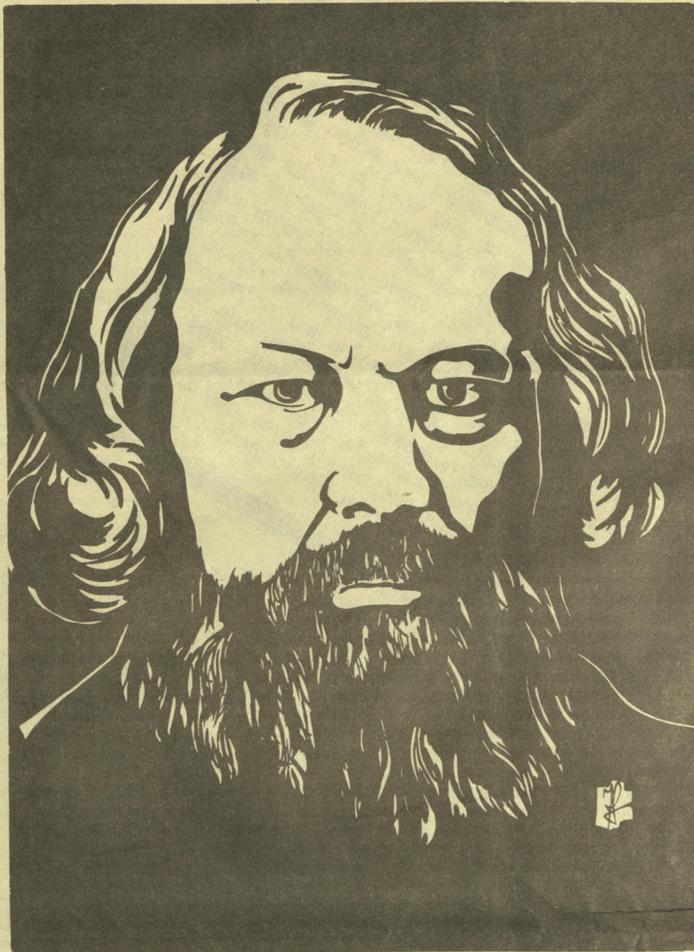
Au congrès de Bâle, la confiance aveugle atteignit jusqu'à une sorte d'abdication volontaire entre les mains du Conseil général. Au moyen de résolutions administratives, on porta atteinte, sans trop s'en apercevoir, à l'esprit et à la lettre des statuts généraux,

où l'autonomie de chaque section, de chaque groupe de sections était si clairement proclamée.

(...) S'il est un fait incontestable, mille fois attesté par l'expérience, c'est l'effet corrompateur que produit l'autorité sur ceux entre les mains desquels elle est déposée. Il est absolument impossible qu'un homme qui a pouvoir sur ses semblables demeure un homme moral.

Le Conseil général ne pouvait échapper à cette loi fatale. Composé pendant cinq années de suite des mêmes hommes, toujours réélus, et revêtu par les résolutions de Bâle d'un pouvoir très grand sur les sections, il a fini par se regarder comme le chef légitime de l'Internationale. Le mandat de membre du Conseil général est devenu, entre les mains de quelques individualités, comme une propriété personnelle, et Londres leur a paru la capitale inamovible de notre Association.

(...) Depuis le Congrès de Bâle, en 1869, le congrès général de l'Association n'ayant pas été réuni, le Conseil général s'est trouvé livré à lui-même pendant les deux dernières années. La guerre franco-allemande a été le motif de l'absence de congrès en 1870 ; en 1871, ce congrès a été remplacé par une conférence secrète, convoquée par le Conseil général sans que les statuts l'autorisent en aucune manière à agir de la sorte. Cette conférence secrète, qui certainement n'offrait pas une représentation complète de l'Internationale, puisque de nombreuses sections, les nôtres en particulier, n'y avaient pas été convoquées ; cette conférence, dont la majorité a été faussée d'avance par le fait que le Conseil général s'était arrogé le droit d'y faire siéger six délégués nommés par lui avec une voix délibérative ; cette conférence, qui ne pouvait absolument pas se considérer comme investie des droits d'un congrès, a cependant pris des résolutions qui portent gravement atteinte aux statuts généraux, et qui tendent à faire de l'Internationale, libre fédération de sections autonomes, une organisation hiérarchique et autoritaire de sections disciplinées, placées entièrement sous la main d'un Conseil général qui peut à son gré refuser leur admission ou bien suspendre leur activité. Et pour couronner l'édifice, une décision de cette conférence porte que le Conseil général fixera lui-même la date et le lieu du prochain congrès ou de la conférence qui le remplacera ; de sorte que nous voilà menacés de la suppression des congrès généraux, ces grandes assises publiques de



l'Internationale, et de leur remplacement, au gré du Conseil général, par des conférences secrètes analogues à celle qui vient de se tenir à Londres.

En présence de cette situation, qu'avons-nous à faire ?

Nous n'incriminons pas les intentions du Conseil général. Les personnalités qui le composent se sont trouvées les victimes d'une nécessité fatale : elles ont voulu, de bonne foi et pour le triomphe de leur doctrine particulière, introduire dans l'Internationale le principe d'autorité ; les circonstances ont paru favoriser cette tendance, et il nous paraît tout naturel que cette école, dont l'idéal est la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, ait cru que l'Internationale, à la suite des derniers événements, devait changer son organisation primitive et se transformer en une organisation hiérarchique, dirigée et gouvernée par un comité.

Mais si nous nous expliquons ces tendances et ces faits, nous ne nous en sentons pas moins obligés de les combattre, au nom de cette révolution sociale que nous poursuivons, et dont le programme est : « émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes », en dehors de toute autorité directe, cette autorité fut-elle élue et consentie par les travailleurs.

Nous demandons le maintien, dans l'Internationale, de ce principe de l'autonomie des sections, qui a été jusqu'à présent la base de notre Association ; nous demandons que le Conseil général, dont les attributions ont été dénaturées par les résolutions administratives du Congrès de Bâle, rentre dans son rôle normal, qui est celui d'un simple bureau de correspondance et de statistique ; et cette unité qu'on voudrait établir par la centralisation et la dictature, nous voulons la réaliser par la fédération libre des groupes autonomes.

La société future ne doit être rien autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal. Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire ? C'est impossible. L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être dès maintenant l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature.

Nous concluons à la convocation, à bref délai, d'un congrès général de l'Association.

Vive l'Association internationale des travailleurs.



## LA BOURSE ET LA VIE

Depuis des siècles, à « la bourse OU la vie », le consommateur a quasiment toujours perdu. Avec « La Bourse ET la vie » (1), on peut écouter ceux qui ont décidé de gagner sur les deux tableaux.

Pour la bourse, ils ne veulent plus payer n'importe quel prix, pour l'alimentation, les services, le logement, les divers équipements (habits, mobiliers, transports, loisirs...), les soins d'hygiène et de santé...

Et pour leur vie, ils ne veulent plus n'importe quelle bouffe, n'importe quelle bibine, n'importe quel environnement, n'importe quel logement, n'importe quel service...

Comme tout le monde, alors ! Oui, mais eux se sont regroupés en associations de consommateurs. Et quand mille personnes se retrouvent ensemble pour un même problème, leur compte de non-exploitation prend une toute autre tournure : on divise

les dépenses par mille, mais chacun au bout du compte va se retrouver avec la totalité de la recette.

On a parlé des locations d'appartements, du recyclage du papier, des agences de voyages organisés, de la sortie du blocage des prix, des « médecines parallèles », de l'auto-stop organisé...

J'aimerais pour les prochaines émissions que vous m'envoyiez (ou que vous me fassiez parvenir) tout ce que vous savez sur diverses associations de consommateurs, d'où que vous soyez, en France et même au-delà. Et ainsi, parlant de ceux qui se sont déjà associés, j'aimerais susciter en chacun d'entre nous que la Bourse et la Vie se protègent d'autant mieux qu'on les partage.

Etienne

(1) Sur Radio-Libertaire (radio de la Fédération anarchiste émettant sur Paris et proche région sur 89,5 MHz), le vendredi, entre 10 h et 12 h.

## PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 23 mars : « L'invité quotidien » (20-22 h) : Gérard nous parlera des Bambaras du Mali. Les Bambaras, « ceux qui sont contre le maître ».
- Jeudi 24 mars : « Bisous-Bisous » (14-16 h) : « le courrier du cœur de RL », avec Yves Frémion et Gudule.
- « Rubrique syndicale » (19-20 h) : l'actualité sociale vue par les anarcho-syndicalistes de la FA.
- Vendredi 25 mars : « La bourse et la vie » (exceptionnellement de 12 à 13 h) : l'AFOC, sur la concertation nationale sur le cancer.
- « Le magazine pour rire » (14-18 h) : avec Béatrice Bentesac, « les classés X, Ecarce Marie, Paul Lacan ».
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Marc Haendrich : la télé-matique, outil d'autogestion.
- Samedi 27 mars : « Prisons » (19-21 h) : Jean Lapeyrie, à propos du cirque judiciaire.
- « Paris banlieue blues » (22-24 h) : la liste « autogestion ou alternatives ».
- Dimanche 27 mars : « Omnibus 16 » (15-17 h) : avec Imbroglis, les musiques nouvelles.
- Mardi 29 mars : « Le magazine pour rire » (15-18 h) : avec Claude Vence, Annie Gound, Stéphane Oleg.
- Jeudi 31 mars : « L'invité quotidien » (20-22 h) : le comité de refus du code en Algérie.

## SÉLECTION TÉLÉVISION

- 42 : le 26 mars, à 21 h 50 : série : « Une femme nommée Golda », avec Ingrid Bergman et Judy Dairs... Golda Mair ou l'histoire d'Israël.
- Le 26 mars à 22 h 35 : Jazz... trente minute de be-bop ? Si vous préférez le free-jazz, branchez-vous sur la Voix sans Maître le dimanche, de 17 h à 20 h.
- Le 29 mars : Rollerball (1975). Long métrage de Norman Jewison, avec James Caan, John Haseman... L'univers de la violence dans un futur immédiat.
- Le 30 mars, à 15 h : tennis, le tournoi de Monte Carlo... Le grand cirque recommence.
- Le 31 mars, à 20 h 40 : Résistances, le magazine des droits de l'homme. A prendre avec des pincettes.
- FR3 : le 28 mars à 20 h 40 : La raison d'Etat (1978). Long métrage d'Audi Cayatte, avec Jean Yanne, Monica Vitti, Michel Bouquet...
- Le 31 mars à 20 h 35 : Cinéma sans visa : Paratroopers (1976) : film israélien. A découvrir.
- Le 1er avril à 20 h 35 : Vendredi, le magazine de l'information dirigé par les communistes (c'est une blague ?!).

CINÉMA

## « Mortelle randonnée »

mis en scène et réalisé par Claude Miller

CLAUDE MILLER (*Dites-lui que je l'aime et Garde à vue*) vient d'adapter, pour notre grand plaisir, un bouquin de Marc Behm, un véritable polar ; et ce jeune réalisateur nous prouve encore que la série noire peut être projetée avec classe, sans pour autant tomber dans les stéréotypes genre films de Bob Swain, qui a — paraît-il — reçu une cacahuète dorée il y a peu de temps.

Claude Miller a repris Michel Serrault pour le rôle extravagant de « l'Oeil », ce détective privé qui végète dans un bureau cradingue de Bruxelles en regardant une vieille photo sur laquelle sa gamine lui sourit.

Claude Miller a fait confiance à Isabelle Adjani, l'enfant prodige du cinéma hexagonal, pour interpréter la criminelle aux sept visages qui parcourt l'Europe en laissant derrière elle les corps ensanglantés de ses amants.

Isabelle Adjani est jeune, étrange et belle, comme la fille oubliée de « l'Oeil ». Ensemble, ils vont se perdre entre Rome et la Forêt noire, l'une maniant le rasoir avec classe, l'autre ramassant les cadavres pour protéger cette jeune femme étourdie.

Claude Miller manie superbement les images et les couleurs dans cette randonnée macabre où le poursuivant devient le traqué de l'héroïne ; peu à peu, Michel Serrault se rendra complice des méfaits de cette troublante aventurière. « L'Oeil », avec un humour à toutes épreuves, va devancer Isabelle Adjani lorsque celle-ci, fatiguée et nostalgique, osera se reposer sur la canne blanche de Samy Frey.

Cette histoire d'amour, mise en paroles par un Michel Audiard révélé, ne peut pas se terminer avec euphorie. Stéphane Audran et Guy Marchand, un couple minable de maitres-chanteurs, y laisseront leurs carcasses.

*Mortelle Randonnée* se termine dans une rencontre de feu et de flammes ; Michel Serrault, merveilleux comédien, et la tendre Adjani concluent notre plaisir sur une note émouvante.

*Mortelle Randonnée* annoncerait-il le printemps du cinéma ? Nous allons pouvoir nous amuser avec quelques longs métrages de qualité (*Dark Crystal*, *Chandī*, *L'Imposteur*...), mais nous constaterons sans effort que le cinéaste que nous imposent les gras producteurs demeure mauvais (*Rambo*, *Sans Retour*, *L'Africain*...).

Quoi qu'il puisse paraître, Claude Miller et toute son équipe nous convient pendant une heure trente a un long métrage de qualité avec des acteurs sensuels.

Roger (groupe de Versailles)



### ATTENTION

- Du 15 au 20 avril, Radio-Libertaire sera au Salon du Livre.
- Du 24 au 30 avril, « semaine Marx » sur Radio-Libertaire.

NOTES DE LECTURE

## « SURREALISME ET ANARCHIE » par José Pierre

L'OUVRAGE que nous propose José Pierre est un ouvrage intéressant, même si les rapports entre l'anarchie et le surréalisme qu'il commente se réduisent seulement à deux années, les années où un certain quartier d'aventuriers réussissent à s'emparer de notre mouvement et de son journal pour le transformer en un parti politique à dominante marxiste. Pendant cette période, les surréalistes publièrent dans *Le Libertaire* — qui n'avait plus rien d'anarchiste — une série de « billets », dont l'intérêt fut divers, et une série d'articles, dont la controverse sur L'Homme révolté d'Albert Camus, d'une facture plus théorique. J'ai naturellement relu avec intérêt ces textes que l'auteur publie dans son ouvrage, mais ce qui m'a semblé plus important, c'est la copieuse introduction qui les précède.

Je n'étonnerai personne si je dis que je suis loin d'être d'accord avec les jugements qu'il porte sur les rapports entre le mouvement anarchiste et le surréalisme, et c'est normal, car lorsqu'il parle de notre mouvement il le voit de l'extérieur, et il est plaisant de le voir souligner que pendant la lune de miel entre le surréalisme et l'équipe Fontenis, il n'eut jamais affaire qu'à trois militants, peut-être, ajoute-t-il, parce qu'il n'y en avait pas d'autres. Peut-être, plus naturellement, parce que ces rapports n'intéressaient guère la Fédération anarchiste qui les laissait s'établir entre quelques spécialistes alléchés par la perspective de se frotter à des intellectuels de qualité.

En réalité, si bien avant cette époque que nous décrit l'auteur et bien après nous aurons des rapports normaux, voire amicaux avec le mouvement surréaliste, nous le ferons de façon à dissiper toute confusion entre les genres. Les surréalistes sont des marxistes, et dès la création du mouvement Breton ils ont bien choisi leur camp ; peut-être, à cette époque, plus par opportunisme que par conviction, le communisme semblant un support plus sûr pour véhiculer leurs idées que l'anarchie, et cet anarchisme — dont l'auteur se réclame et qu'il souligne dans son texte — nous le connaissons bien. C'est un anarchisme moraliste qui vient de Stirner et que les intellectuels et les bourgeois adorent coller sur les réalités économiques, car ça fait bien ! Si l'auteur nous connaissait mieux, il saurait que cet héritage nous ne l'acceptons que

dans la mesure où il émane d'une société sans classe, sans Etat et surtout économiquement égalitaire, et qu'en dehors de structures économiques profondément modifiées et seulement plaquées sur une société communiste ou bourgeoise où l'inégalité demeure, il n'est plus qu'un jeu de l'esprit, qu'un moyen de se distinguer des autres sans mettre en péril des avantages de classe. Ce sont des problèmes que j'ai discutés avec Benjamin Perret, lorsqu'il vint me voir à ma librairie du Château des Brouillards. D'ailleurs, les désenchantements de Breton ne l'empêcheront pas de se lier avec Trotski : étrange accouplement entre des gens se réclamant de l'antimilitarisme des anarchistes et du créateur de l'Armée rouge.

Enfin, il y eut d'autres contacts entre la Fédération anarchiste et les surréalistes. Ainsi, c'est moi qui organiserai, à l'occasion de l'affaire Garry David, un meeting à la Mutualité et qui imposerai Breton à la tribune, malgré les pacifistes qui voulaient l'empêcher de parler. Dois-je encore rappeler qu'à la mort de Breton, c'est le groupe Louise-Michel qui organisera à la Mutualité une soirée en hommage au grand écrivain où les surréalistes et les anarchistes (taient nombreux et où je définissais clairement ce qui nous rapprochait et ce qui nous écartait du surréalisme.

Dans un texte de La Rue, je me suis efforcé d'expliquer que les chemins suivis par la Fédération anarchiste et le mouvement surréaliste étaient des chemins parallèles, dont les buts étaient complémentaires, mais que le problème économique séparait nettement. Benjamin Perret dit !

Ceci dit, et cela devait être dit, je n'ai jamais caché l'estime que je portais à André Breton, même lors que je discutais certaines de ses propositions, et je n'ai jamais oublié l'apport considérable que furent pour moi les deux Manifestes du surréalisme.

Le Surréalisme et l'anarchie (1) est un livre à lire, car il nous permet de réfléchir sur les rapports entre l'intellectuel et le militant, rapports qui doivent rester sur leur véritable terrain.

Maurice JOYEUX

(1) Aux éditions Plasma.

AVEC un bel ensemble, les commentateurs ont mis en évidence les pertes de municipalités enregistrées par le Parti communiste présenté comme la grande victime de la consultation. Son électoralat aurait subi, nous affirme-t-on, un nouvel effritement. Les partisans du « recentrage » de la majorité ne manqueraient certainement pas d'enfoncer le clou dans les semaines à venir... Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que les choses sont un peu plus compliquées. Tout d'abord PC et PS ont perdu le même nombre de villes de plus de trente mille habitants : quinze chacune. Ensuite, les villes perdues par le PC le sont, en fait, par... « l'union de la gauche ». Il faudrait donc procéder, cas par cas, à des analyses détaillées pour déterminer dans quelle mesure les pertes, au premier comme au second tour, sont imputables à une érosion de l'électorat communiste traditionnel ou à une défaillance des autres composantes de la gauche.

Il est évident que les électeurs communistes ont constitué les gros bataillons d'abstentionnistes dans les vieux bastions de la région parisienne, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché, dans la plupart des cas, l'élection au premier tour. C'est ainsi qu'à Saint-Ouen, la liste conduite par le PC a perdu 40% des voix de 1977, les abstentions s'élevant à 36,7%. A Saint-Denis, autre forteresse « historique », les abstentions ont atteint 38% et la perte de voix 20%. Des déchets de 20 à 30% de voix par rapport à 1977, avec des

taux d'abstention dépassant largement les 30%, se retrouvent à Choisy-le-Roi, Montreuil, Nanterre, Gennevilliers, Malakoff, Trappes, Pantin, etc.

Il est donc incontestable que l'électorat communiste de la fameuse « ceinture rouge » ne manifeste plus cette fidélité à toute épreuve qui a été la sienne pendant des décennies. La mé-

me vague abstentionniste a déferlé dans la banlieue lyonnaise, à Vennissieux, Vaulx-en-Velin, cités ouvrières.

Sévère coup de semonce aussi à la Seyne dans le Var et La Ciotat dans les Bouches-du-Rhône. Dans ces deux vieux fiefs méridionaux, les listes conduites par le PC ont été mises en échec au premier tour. Au second tour, avec un faible taux d'abstentions, les communistes ne conservent que de justesse la mairie de La Seyne. Il y a donc un recul incontestable au profit de la droite.

A Nîmes, le PC a perdu une place qu'il avait arrachée en 1965... aux socialistes. C'est donc bien une partie de son électoralat qui lui a fait défaut.

En revanche, à Sète, c'est le mauvais report des voix socialistes qui a provoqué la perte d'une ville conquise il y a également dix-huit ans.

La défaite de Joseph Sangu-

er à Saint-Etienne a une toute autre signification. Il n'y a jamais eu, en effet, de municipalité de gauche dans cette ville depuis le Front populaire. La victoire de l'union de la gauche en 1977 avait constitué une surprise totale. Elle s'expliquait surtout par une abstention massive de la droite exprimant un « ras-le-bol » à l'égard de Durafour. L'ancien ministre des Finances

de Giscard s'est effacé pour laisser la place à un notable et la droite a pu reprendre la mairie, mais de justesse, la gauche stéphanoise ayant, elle, gagné des voix par rapport à 1977.

Notons enfin que dans la plupart des villes où se sont déroulées des « primaires » à gauche, elles ont tourné à l'avantage du PC, comme au Mans, à Montluçon, les maires communistes réalisant un score très supérieur à celui de Marchais en 1981. Mais ils n'ont pas bénéficié, loin de là, du report de toutes les voix socialistes au second tour...

La gauche, dans son ensemble, a reculé, mais il est bien difficile de dire qu'il y a eu du PC a laissé le plus de mûmes dans cette bagarre. Il existe, on l'a vu, une vaste diversité dans les situations locales ce qui doit conduire à une grande prudence dans les conclu-

sions. Une partie de l'électorat communiste s'est abstenue, c'est clair, pour manifester son mécontentement, mais personne ne peut assurer qu'il s'agit seulement d'un mouvement de mauvaise humeur ou, au contraire, que l'irrésistible déclin se poursuit. L'Humanité et les fédérations départementales du PC rendent les socialistes responsables des échecs. Marchais, quant à lui, a déclaré qu'en réa-

son, en moyenne, inférieurs à ceux de ses frères ennemis, c'est dire... Néanmoins il a pu décrocher, de-ci, de-là, quelques élus. Ainsi, ces grands « révolutionnaires » vont faire une entrée — ô combien modeste — dans le système parlementaire. Il y a bien cinquante ans qu'ils attendaient cet heureux événement. Le monde va changer de base... A noter qu'à Clichy ces bolcheviks intrinsèques devaient jeter « Delors dehors ». Ils se sont finalement ravisés en proclamant que leur objectif était, avant tout, de « battre la droite » ! Delors est devenu, sans doute, un bon ministre ouvrier...

Et les « verts » ? En général, ils ont fortement régressé par rapport à 1977 et ils n'étaient présents au second tour qu'à Cherbourg. Ils y ont perdu la moitié de leurs voix, des voix bien inconstantes qui se sont vraisemblablement reportées à gauche. Manifestement, les jeux du cirque électoral n'ont pas réussi à ces apprentis politiciens qui prétendent remédier aux effets sans s'attaquer aux causes. Au deuxième tour, ils n'ont pas donné de consignes, mais ils ont parfois présenté leur programme aux candidats restant en lice. Ainsi, à Saint-Etienne, le maire sortant a répondu positivement à toutes leurs revendications... y compris la démolition d'un grand parking central pour permettre l'aménagement d'un espace vert ! Les politiciens prennent sûrement les électeurs écolos pour des enfants de chœur ! Si cela était vrai, nous pourrions garder espoir de refaire leur éducation.

S. BASSON

## PC : « faux plat » ou irrésistible déclin ?...

lité son parti se trouvait sur un « faux plat » et qu'il commençait à remonter la pente. L'espoir faire vivre...

Un espoir déçu, en tous les cas, c'est bien celui de l'« extrême gauche » qui pensait retirer quelques profits du désenchantement de l'électorat ouvrier. Les listes de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière ont obtenu des résultats nettement inférieurs à ceux de l'« extrême gauche » en 1977 (1,86% au lieu de 11,98% à Orléans, 2,5% au lieu de 6,37% à Lille, 3,45% au lieu de 9,5% à Saint-Ouen, etc.). Il faut croire que les électeurs déçus par la gauche n'ont pas été séduits par la dialectique qui consiste, en un premier temps, à dénoncer les trahisons des politiciens et, ensuite, à voter pour eux. (Lutte ouvrière, pas d'accord avec Krivine, appelait cette fois à la « grève du vote » au second tour.)

Quant au PCI, ses résultats

## D'une égratignure au danger de gangrène

OUTRE « l'avertissement » lancé au gouvernement au premier tour et le « sursaut » du peuple de gauche au second, le fait marquant de ces élections municipales aura été sans conteste la polarisation des états-majors politiques et de l'électorat sur les problèmes de la sécurité et de l'immigration.

Certes, cela faisait déjà un certain nombre d'années que la sécurité et l'immigration se trouvaient au cœur de la vie politique française. Personne n'a oublié Peyrefitte et sa loi Sécurité et Liberté, et tout un chacun se souvient du maire d'Ivry et de son bulldozer. N'empêche, hormis lors de quelques bavures du style de celle du bulldozer, la classe politique de ce pays abordait toujours les problèmes de la sécurité et de l'immigration avec une certaine réserve. Ou plus exactement avec une certaine ambiguïté. Car chacun le savait, le terrain était mouvant. Un mot malheureux et hop les médias en faisaient tout un fromage, n'hésitant pas à accuser son auteur de faire dans le racisme anti-jeune, anti-Arabe... ce qui, aux yeux de l'opinion publique et de la France humaniste n'était pas du meilleur effet.

Bref, si on pensait très fort que les immigrés volaient le pain des Français, qu'ils représentaient une charge pour le système de protection sociale national, qu'ils étaient à l'origine de l'essentiel de la délinquance et qu'ils convenaient donc, pour toutes ces raisons, de les renvoyer dans leurs gorbis, on s'arrangeait cependant pour ne pas le dire ouvertement. On se contentait d'allusions plus ou moins déguisées et de sous-entendus. Les cris du fond du cœur du style « les Arabes dehors », on laissait cela à Minute et aux nazillons d'extrême droite. On laissait...

Car lors de ces élections, la droite revancharde, managée de main de maître par un Chirac plus Goldorak que jamais, a carrément laissé tomber le masque en mettant le racisme anti-immigrés au centre de sa stratégie du rassemblement des mécontents. A Paris, à Dreux et ailleurs, en effet, le RPR s'est mis à accuser ouvertement la force tranquille d'avoir livré le pays aux hordes bronzées d'outre-méditerranée. L'insécurité dans les villes, la délinquance, c'était les immigrés ! Les voleurs de travail, c'était encore eux ! Et les chiraquiens montraient du doigt Badinter « le laxiste ». L'homme qui avait aboli la peine de mort. Celui qui avait

ouvert en grand les portes des prisons. Et ils clamaient leur haine à l'encontre d'un gouvernement qui tolérerait que les « enturbanés » de la CGT et de la CFDT mettent l'industrie automobile française à genoux. Et ils la clamaient si fort que leurs frères ennemis de l'UDF, pour ne pas être en reste dans la course au titre du meilleur opposé se mettaient eux aussi à barrir sur les mêmes thèmes. A Marseille, entre autres, Godin centrât toute sa campagne sur l'insécurité et les immigrés.

Dans un premier temps, devant le déferlement de cette démagogie à l'odeur de néo-poujadisme et de néo-fascisme, le gouvernement se contenta de faire le gros dos. Il fallait dépassionner le débat, soi-disant. Aussi, à la xénophobie délirante de ses adversaires, il répondit par le bilan de sa gestion, persuadé que l'électorat, effrayé par la violence des propos de l'opposition, la sanctionnerait sans appel.

Hélas, trois fois hélas ! Les résultats du premier tour ne laissent pas l'ombre d'un doute. La campagne raciste de la droite avait fait un tabac chez les déçus du socialisme. Pire, séduite par la fermeté des propos de Chirac, une partie de l'électorat de gauche était passée avec armes et bagages dans le camp de celui qui se présentait comme le défenseur de l'ordre et de la patrie menacés. Et pire encore, une partie de l'électorat communiste avait carrément voté Le Pen.

Dans ces conditions, il convenait de se ressaisir et de rectifier le tir. Aussi, entre les deux tours, la gauche se mit brutalement à durcir le ton. La démagogie populiste des Chirac, Gaudin et compagnie fut dénoncée comme étant de nature factieuse. Et surtout, tout en continuant à faire des effets de manche sur le mode de l'antiracisme, on mit carrément le paquet pour expliquer au bon peuple de France, qui avait été désorienté par les sirènes de droite, qu'en matière de sécurité et de limitation de l'immigration, la gauche n'avait pas de leçons à recevoir de l'opposition. Defferre, entre autres, se mit à clamer sur tous les toits que jamais personne avant lui n'avait autant augmenté les effectifs policiers et que pour ce qui concernait les expulsions d'étrangers, il avait carrément battu tous les records. Ah mais !

En clair, après avoir pris conscience qu'en période de crise le mécontentement populaire, pour peu qu'on lui

balise bien la route, se cristallise volontiers sur des thèmes comme ceux du désordre, de l'insécurité et de l'immigration, le gouvernement socialo-communiste avait décidé, pour barrer la route à la droite, de se mettre lui aussi à caresser l'opinion publique dans le sens du poil. Et de toute évidence, cela fut payant. Plus de flics et moins de métiers, c'est une idée qui fait son chemin dans la tête de l'électeur moyen.

Bref, pendant ces élections municipales, le réformisme socialo-communiste fut vraiment en-dessous de tout. Comme d'habitude, il a cédé à la facilité et a fait preuve d'un opportunisme répugnant. Car rien n'a été fait pour démonter la spirale de la haine mise en œuvre par la droite pour expliquer que les travailleurs immigrés sont exploités à mort par le capitalisme ; qu'ils cotisent comme les autres à la Sécurité et qu'ils en profitent moins que les autres ; qu'ils ne sont pas davantage des acteurs de la délinquance que les Français « pur sang » ; qu'ils sont touchés de plein fouet par le chômage... Et quant à avancer des arguments de l'ordre de la morale, bien évidemment ce fut du même tabac. Le silence. Pas un mot sur le fait que notre prospérité est bâtie sur l'exploitation du Tiers-Monde ; pas un mot sur le soutien du capital aux dictatures sanglantes qui pullulent dans le Tiers-Monde ; pas un mot sur les ventes d'armes à ce même Tiers-Monde ; pas un mot sur les causes profondes de l'immigration, sur ce qui fait que des millions d'être humains sont amenés à quitter, voire à fuir leur pays d'origine. Et quant à expliquer que le meilleur moyen de supprimer la délinquance c'est encore de supprimer la misère et que si les frontières étaient abolies les problèmes des étrangers se poseraient différemment !...

La gauche, on le voit, a donc préféré hurler avec les loups et crier haro sur le baudet de l'insécurité et de l'immigration, ce n'est pas seulement un erreur, c'est une faute. Qui sème ce genre de vent récolte toujours les mêmes tempêtes. Le racisme et le fascisme ne se tolèrent pas, même sous une forme « bénigne ». Que la révolution sociale fasse que les égratignures de ces dernières semaines ne mènent pas ce pays tout droit à la gangrène.

Jean-Marc RAYNAUD